



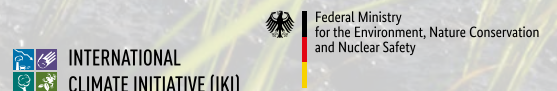
# FINANCE VERTE ET INCLUSIVE : UNE ENQUÊTE SUR LE PAYSAGE DES POLITIQUES

DEUXIÈME ÉDITION



RAPPORT SPÉCIAL DE L'AFI

Supported by:



INTERNATIONAL CLIMATE INITIATIVE (IKI)

Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety

based on a decision of the German Bundestag

## CONTENU

# FINANCE VERTE ET INCLUSIVE : UNE ENQUÊTE SUR LE PAYSAGE DES POLITIQUES

## 2E ÉDITION

RÉSUMÉ	4	TENDANCES ET CONSIDÉRATIONS	36
INTRODUCTION	6	Coopération interréglementaire au sein des pays	36
INCLUSION FINANCIÈRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : TISSER LES LIENS	8	Le lien entre stabilité financière, changement climatique et inclusion financière	36
Le changement climatique aggrave la pauvreté	8	Les PME dans l'économie verte	37
L'inclusion financière renforce la résilience face au changement climatique et aux catastrophes	10	Tirer parti de la finance numérique pour accélérer l'action climatique	37
Risques liés au changement climatique	10	CONCLUSION	38
Rôle de l'inclusion financière dans la mitigation du changement climatique et la réduction de la pauvreté	11	ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	40
STRATÉGIES ET POLITIQUES PUBLIQUES	12	GLOSSAIRE DE TERMES	41
Lier l'inclusion financière et le changement climatique avec les stratégies du secteur financier	12	ANNEXE 1 : ENQUÊTE AUPRÈS DES MEMBRES DE L'AFI AU SUJET DE LA FINANCE VERTE ET INCLUSIVE ET INCLUSIVE	42
Développer une définition de la finance verte ou durable	15	ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES	43
Participation des banques centrales et des régulateurs du secteur financier dans les politiques nationales pour le climat et le développement durables	19	RÉFÉRENCES	45
LE CADRE 4P DE L'AFI DU FINANCEMENT VERT ET INCLUSIF	20	CADRE CONCEPTUEL (des 4P)	51
Promotion	22		
Provision	26		
Protection	30		
Prévention	34		

Image de couverture : Agriculture à côté des turbines de la centrale éolienne de Tolo 1, Jeneponto, dans le sud de Sulawesi, Indonésie, Juillet 2019. (Photo par Hariandi Hafid / SOPA Images / LightRocket via Getty Images)



## REMERCIEMENTS

Ce rapport spécial est le produit du volet de travail sur la finance verte et inclusive, et du Groupe de Travail sur la Finance Verte et Inclusive (IGFWG pour son sigle en anglais).

Cette deuxième édition du Rapport Spécial a été rédigée par l'équipe IGF de l'unité de gestion de l'AFI (Johanna Nyman, Sarah Corry, Laura Ramos et Jeanette Moling) et par ZeniZeni Sustainable Finance Ltd (Malango Mughogho), pour tenir compte des nouveaux développements du réseau de l'AFI.

La première édition du rapport spécial a été rédigée par Klaus Prochaska et des chercheurs de l'Institute for Global Environmental Strategies (IGES) (Eric Zusman, Yuqing Yu, Muhammad Hazim Bin Rosli, So-Young Lee et Yi Ying Lee) avec la contribution inestimable du Prof. Daniel Schydrowsky.

Le rapport a été élaboré grâce aux consultations auprès des représentants des institutions membres de l'AFI, coordonnées par Sarah Corry, Johanna Nyman et Laura Ramos :

Germán San Lorenzo (Banco Central de la República Argentina, BCRA) ; Ani Badalyan, Armenuhi Mkrtchyan et Anna Vardikyan (Banque Centrale d'Arménie) ; Asif Iqbal (Bangladesh Bank) ; Kamarul Hoque Maruf (Autorité de Développement et de Réglementation des Assurances du Bangladesh) ; Enrico Dalla Riva et Stanislaw Zmitrowicz (Banco Central do Brasil) ; Som Kossom, Seng Youraden, Sok Sopheakra et Reaksmy Mak (Banque Nationale du Cambodge) ; Cristian Vega Cespedes (Superintendencia General de Entidades Financieras de Costa Rica) ; Guillermo Vilac (Superintendencia de Economía Popular y Solidaria) ; Walid Ali et Khaled Bassiouny (Banque Centrale d'Égypte) ;

David Mfanimpela Myeni (Ministère des Finances, Eswatini) ; Poasa Werekoro et Christina Rokoua (Banque de Réserve des Fidji) ; Gladys Awuku et Stephen Armah (Banque du Ghana) ; Ricardo Estrada et Jennifer Pérez (Superintendencia de Bancos de Guatemala) ; Amr Ahmad et Waleed Samarah (Banque Centrale de Jordanie) ; Baljmaa Naranjargal et Naran Bajmaal (Commission de Réglementation Financière, Mongolie) ; El Anzaoui Ibtissam, Ghita Tahiri et Najwa Mouhaouri (Bank Al-Maghrib) ; Narayan Prasad Paudel (Népal Rastra Bank) ; A'isha U. Mahmood (Central Bank of Nigeria) ; Malik Khan, Muhammad Ishfaq et Saeed Afgan (State Bank of Pakistan) ; Christian Tondo (Banco Central de Paraguay) ; Juan Carlos Chong, (Superintendencia de Banca, Seguros y AFP, Peru) ; Rochelle D. Tomas et Veronica Bayangos (Bangko Sentral ng Pilipinas) ; Françoise Kagoyire et James Rwagasana (Banque Nationale du Rwanda) ; Audrey Chetty (Banque Centrale des Seychelles) ; Chatura Ariyadasa, W. Ranaweera et Mohamed Sarjoon (Banque Centrale du Sri Lanka) ; Nangi Massawe (Central Bank of Tanzania) ; Wichapon Suthasineeont et Swisa Ariyaprichya (Banque de Thaïlande) ; Alison N. Baniuri (Banque de Réserve du Vanuatu) ; et Audrey Hove et Marvellous Kuzeya (Reserve Bank of Zimbabwe).

L'axe de travail en matière de finance verte et inclusive fait partie de l'International Climate Initiative (IKI par son sigle en allemand), soutenu par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Sécurité Nucléaire (BMU par son sigle en allemand), fondé sur une décision du Bundestag allemand.

## RÉSUMÉ

# LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AGGRAVE LA PAUVRETÉ

Il est largement admis dans le réseau de l'AFI que le changement climatique représente une menace pour le développement qui a déjà imposé des coûts élevés aux populations à faible revenu et vulnérables dans les économies en développement et émergentes. Cependant, les recherches montrent que l'inclusion financière est l'un des meilleurs moyens de renforcer la résilience individuelle et collective face aux effets du changement climatique.

L'épargne, le crédit, l'assurance, les virements d'argent aussi bien que les nouveaux canaux numériques de distribution, sont tous des protections financières contre des événements tels que les changements de conditions météorologiques, les cyclones et les ondes de tempêtes, et ces services financiers contribuent à la relance et la reconstruction. En attendant, le financement en appui des technologies vertes telles que des systèmes d'énergie solaire pour les maisons et des fourneaux plus propres, peut aider à la mitigation des effets du changement climatique. Il encourage aussi l'inclusion de ceux qui se trouvent au bas de la pyramide économique dans la transition vers des économies à faibles émissions de carbone.

La finance verte et inclusive (IGF pour son sigle en anglais) est un domaine de politiques en évolution rapide et les institutions membres de l'AFI sont en train de concevoir et de mettre en œuvre des politiques, des régulations et des stratégies pour la mitigation et le développement de la résilience face aux effets considérables du changement climatique sur l'environnement, la santé, la société et l'économie. Pour comprendre l'ampleur et la portée de ces efforts, l'AFI a mené des sondages auprès de ses membres en 2018 et en 2019 pour savoir pourquoi les régulateurs

financiers s'occupent-ils du changement climatique, comment intègrent-ils les préoccupations liées au changement climatique dans leurs politiques nationales d'inclusion financière et autres stratégies du secteur financier, et comment collaborent-ils avec les agences ou institutions nationales<sup>1</sup>. L'AFI a également mené une enquête auprès des membres en 2019 qui a interrogé les régulateurs financiers sur les politiques de l'IGF ciblant le secteur des MPME.

L'enquête a permis de déceler une tendance croissante dans le réseau de l'AFI reliant l'inclusion financière et le changement climatique au niveau national, soit dans les Stratégies Nationales d'Inclusion Financière (SNIF), soit dans d'autres stratégies du secteur financier. De nombreux pays inclus dans l'enquête ont explicitement lié le changement climatique et l'inclusion financière dans leurs stratégies nationales, et beaucoup ont déjà adopté un large éventail de politiques pour mener à bien leurs objectifs stratégiques. Conformément à l'Accord de Charm el-Cheikh sur l'inclusion financière, le changement climatique & et la finance verte<sup>2</sup> – et plus récemment le Programme d'Action de Nadi<sup>3</sup> – ces politiques comprennent les personnes et les MPME dans les efforts d'atténuation et de résilience climatiques, et ont trois points en commun: elles catalysent les services financiers pour l'action climatique du secteur privé ; elles utilisent l'infrastructure financière pour les déployer ; et / ou elles renforcent la résilience des institutions financières qui fournissent des solutions d'inclusion financière face aux impacts du changement climatique.

### POUR PLUS D'INFORMATION

- › Accord de Charm el-Cheikh
- › Programme d'Action de Nadi

1 Pour plus d'information sur le sondage auprès des membres de l'AFI, prière de voir l'annexe 1.

2 Alliance for Financial Inclusion, 2017b

3 Alliance for Financial Inclusion, 2018

Les politiques et initiatives correspondent aux quatre piliers clés de la finance verte et inclusive connus sous le nom des « 4P de l'AFI » : promotion, provision, protection et prévention. Ce cadre fournit aux décisionnaires et régulateurs financiers une typologie d'options de politiques disponibles.

PROMOTION	PROVISION	PROTECTION	PRÉVENTION
<p>Les politiques et initiatives pour préparer le secteur privé à offrir des services financiers pour des projets verts ou des activités climatiques connexes aux bénéficiaires qualifiés au moyen, par exemple, de la sensibilisation, le partage d'informations, le renforcement des capacités et la collecte des données.</p>	<p>Les politiques pour aider à veiller à ce que les ressources financières destinées aux projets verts ou d'activités d'action climatique connexes soient fournies aux bénéficiaires qualifiés, que ce soit à travers des politiques de prêts, du refinancement, des ajustements structurels ou d'autres dispositifs financiers.</p>	<p>Les politiques qui réduisent les risques financiers par la « socialisation* » des pertes potentielles au moyen de l'assurance, les garanties de crédit, les paiements sociaux ou tout autre mécanisme connexe de partage de risques. Les politiques dans cette catégorie fournissent un filet de sécurité indispensable pour renforcer la résilience en accélérant et facilitant la récupération d'événements climatiques extrêmes.</p> <p><small>* E.g.: Protection policies reduce financial risks by compensating for losses and sharing risks for investments in resilience building (also known as "socializing") through insurance or social payments, or by giving exceptional access to an individual's assets.</small></p>	<p>Les politiques visant à éviter des résultats indésirables en réduisant les risques financiers, sociaux et environnementaux. Dans le cadre de cet effort, les membres de l'AFI ont adopté des lignes directrices de gestion de risques environnementaux (ERM pour son sigle en anglais) et sociaux (ESRM) pour évaluer et aborder proactivement les externalités sociales et environnementales et les risques encourus par leurs institutions du fait de leurs activités, y compris les conséquences imprévues du financement.</p>
			

Il reste beaucoup à apprendre, mais les décisionnaires et les régulateurs ne doivent pas nécessairement repartir de zéro. Très souvent, des technologies et des instruments de politique existants destinés aux populations à faible revenu et aux MPME peuvent être raffinés et réorientés avec un objectif vert. Cela permet aux décisionnaires d'agir rapidement tout en prenant le temps de préparer le terrain pour des politiques plus innovantes.

Il y a une demande croissante de conseils sur les politiques et réglementations en matière de finance verte dans le réseau de l'AFI. Le groupe de travail de l'AFI sur la finance verte et inclusive travaille actuellement à fournir de nouvelles orientations, ainsi que du leadership politique sur l'IGF.

Cette deuxième édition de l'enquête de l'AFI sur le paysage des politiques de finance verte et inclusive révèle des pratiques politiques nouvelles et émergentes qui guident la transition vers des économies sobres en carbone, plus inclusives et résilientes, et qui contribuent à l'effort mondial pour mettre en œuvre l'accord de Paris et réaliser les Objectifs de Développement Durable liés au climat (ODD)<sup>4</sup>.

4 L'inclusion financière est liée à trois objectifs de développement durable : Objectif 1 : Éradication de la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde ; Objectif 7 : Énergie abordable et propre - Garantir à tous l'accès à l'énergie abordable, fiable, durable et moderne ; et Objectif 13 : Action climatique - Prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses impacts.

## INTRODUCTION

# SOUTENIR L'ACTION CLIMATIQUE PAR L'INCLUSION FINANCIÈRE

L'impératif d'utiliser des politiques d'inclusion financière pour soutenir l'adaptation au changement climatique et son atténuation, connues sous le nom de finance verte et inclusive (IGF par son sigle en anglais), n'a jamais été aussi pressant. Le changement climatique continue de produire des événements météorologiques extrêmes plus fréquents, tels que des tempêtes, des sécheresses et des inondations, qui ont tous des effets disproportionnés sur les populations pauvres<sup>5</sup>.

L'accès en temps opportun au financement pour le secours en cas de catastrophe et le relèvement après des événements météorologiques extrêmes est essentiel, car les fonds d'urgence, l'épargne et l'assurance contribuent de manière importante à la capacité d'adaptation des personnes et des MPME<sup>6</sup>. Ces produits sont également pertinents à long terme, car « ce n'est pas seulement les impacts immédiats d'un événement météorologique extrême ou d'un échec catastrophique de récoltes qui nécessitent des couvertures d'assurance à long terme, les risques cachés du changement climatique comprennent l'insécurité alimentaire, la malnutrition, la maladie, les pertes d'emplois et la faible croissance économique<sup>7</sup>. »

Entre 1998 et 2018, par exemple, 91 pourcent des décès liés aux tempêtes se sont produits dans des pays à revenu faible ou moyen, même si ces pays ne représentaient que 32 pourcent des tempêtes<sup>8</sup>. Le cyclone Idai a affecté le Madagascar, le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe en mars 2019, et le cyclone Kenneth a frappé le Mozambique le mois suivant, causant des pertes en vies humaines et

des dommages importants aux biens et aux moyens de subsistance. Quelque 4 milliards de USD seront nécessaires afin de remédier ces pertes<sup>9</sup>. Alors que des événements météorologiques aussi dévastateurs se sont déroulés dans d'autres régions du monde, le cyclone Idai a touché une région où la plupart de la population vit dans la pauvreté, il existe des niveaux importants d'exclusion financière<sup>10</sup>, et les ressources et budgets gouvernementaux sont restreints. Sept mois après les cyclones, des représentants du Malawi, du Mozambique et du Zimbabwe ont déclaré qu'ils « n'avaient pas été en mesure d'attirer suffisamment de soutien financier pour refaire leur vie et accélérer le relèvement, la réhabilitation et la reconstruction après les cyclones Idai et Kenneth<sup>11</sup>. »

Alors que du soutien financier pour les méga désastres est nécessaire, même dans les pays à revenu élevé avec des niveaux importants d'inclusion financière<sup>12</sup>, le montant de l'aide nécessaire pour les populations et les entreprises à faible niveau d'inclusion financière est plus élevé, car « l'inclusion financière aide les populations pauvres à épargner sous diverses formes qui sont moins vulnérables aux risques naturels que l'épargne en nature, comme le bétail et le logement, ce qui diversifie les risques. Elle permet également aux populations pauvres d'accéder au crédit, accélérant et améliorant ainsi la reprise et la reconstruction<sup>13</sup>. »

La science continue de souligner la nécessité de réductions importantes et urgentes des émissions de carbone pour éviter des coûts d'atténuation plus élevés à moyen et à long terme, et les risques de ne pas atteindre l'objectif de maintenir le réchauffement global bien en dessous de 2 °C d'ici 2100<sup>14</sup>. Ceci aiderait à éviter les coûts futurs d'adaptation aux effets du changement climatique. On attend de plus en plus des décideurs et des régulateurs du secteur financier qu'ils développent des stratégies pour soutenir la décarbon-

isation, et la finance verte connaît globalement une évolution rapide. La mise en place de politiques IGF efficaces est donc nécessaire et opportune.

Lorsque les membres de l'AFI ont adopté l'Accord de Charm el-Cheikh sur l'inclusion financière, le changement climatique et la finance verte en 2017, ils reconnaissaient la nécessité de concevoir et de mettre en œuvre des politiques d'inclusion financière et des réformes réglementaires alignées sur le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030, et l'Accord de Paris sur le changement climatique. L'Accord repose sur la conviction des membres que « les politiques d'inclusion financière devraient aider à obtenir des résultats positifs du changement climatique, de la finance verte et du développement durable<sup>15</sup>. »

Conformément au programme d'action Nadi 2018 qui fournissait des orientations supplémentaires sur la mise en œuvre de l'accord de Charm el-Cheikh, l'AFI a publié un rapport en juin 2019 sur le paysage des politiques IGF, fondé sur des entretiens en profondeur avec 15 membres de l'AFI. Depuis lors, l'élan s'est intensifié avec le lancement du Groupe de Travail sur la Finance Verte et Inclusive (IGFWG pour son sigle en anglais) en septembre 2019, qui comptait en avril 2020 40 membres de 37 pays différents. La formation inaugurale de Bank Al-Maghrib et des membres de l'AFI sur l'IGF s'est tenue en octobre 2019, suivie d'une conférence mondiale sur la finance verte.

Celle-ci est la deuxième édition du rapport sur le paysage des politiques de l'IGF. Elle fournit une mise à jour du rapport AFI de juin 2019 fondée sur des entretiens avec cinq autres membres de l'AFI et des mises à jour par sept membres qui avaient déjà été interviewés. Elle comprend également des informations provenant d'une autre nouvelle enquête et d'un nouveau rapport, Inclusive Green Finance for MSMEs (Finance Verte et Inclusive pour les MPME)<sup>16</sup>.

5 Nations Unies, 2016 ; Hallegatte et al., 2017

6 Innovations for Poverty Action, 2017

7 Microinsurance Network, 2019

8 Banque Mondiale, 2019

9 UNECA (Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies) 2019

10 Selon un rapport FinMark Trust 2019 « Measuring progress 2019: financial inclusion in SADC » (Évaluer les progrès 2019: l'inclusion financière dans la SADC, communauté pour le développement des pays du sud de l'Afrique), 51 pour-cent de la population du Malawi et 51 pour-cent des MPME sont financièrement exclues (FinMark Trust, 2019). L'enquête FinScope auprès des consommateurs en 2014 a révélé que 61 % des adultes au Mozambique étaient financièrement exclus (FinMark Trust, 2015) tandis que 75 % des propriétaires de MPME au Mozambique le sont aussi. (FinMark Trust, 2012b). Le rapport de 2019 a également constaté que huit pour-cent de la population du Zimbabwe était financièrement exclue et, en 2012, 51 pour-cent des MPME étaient financièrement exclues (FinMark Trust, 2012c).

11 UNECA, 2019

12 En Italie, les dépenses publiques pour les interventions d'urgence et de reconstruction liées aux événements hydrologiques sont estimées à 2,6 milliards d'euros par an entre 2010 et 2012 (OCDE, 2016). En 2014, 98,2 pour-cent des Japonais de plus de 15 ans avaient des comptes dans des institutions financières, 56,6 pour-cent avaient des prêts et 77,7 pour-cent de l'épargne (Banque mondiale, 2014).

13 Hallegatte et al., 2017

14 PNUE, 2018

15 AFI, 2017b

16 Dix-huit pays ont été interviewés pour le rapport initial sur le paysage de l'IGF en 2018 : Arménie, Bangladesh, Brésil, Cambodge, Costa Rica, Égypte, Fidji, Jordanie, Maroc, Népal, Nigéria, Paraguay, Philippines, Rwanda, Sri Lanka, Tanzanie, Thaïlande et Vanuatu. Douze pays l'ont été pour la mise à jour du rapport sur le paysage de l'IGF en 2019 et 2020 : Argentine, Bangladesh, Cambodge, Équateur, Égypte, Ghana, Mongolie, Népal, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Zimbabwe. Cinq de ces pays n'avaient pas été interviewés auparavant : l'Argentine, l'Équateur, le Ghana, la Mongolie et le Zimbabwe. Cela porte à 23 le nombre total de pays interviewés pour le rapport sur le paysage de l'IGF. Cinq exemples de politiques de cinq pays ont été tirés du Rapport sur l'IGF des MPME en 2019 et inclus dans l'étude du paysage politique IGF : Pérou, Philippines, Pakistan, Seychelles, Eswatini. Parmi ces pays, il y en a deux qui n'ont été interviewés que pour l'étude IGF MSME mais pas pour l'étude du paysage IGF : Seychelles et Eswatini.

# INCLUSION FINANCIÈRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : TISSER LES LIENS

## LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AGGRAVE LA PAUVRETÉ

La plupart des personnes non bancarisées dans le monde habitent des pays en développement, qui sont les plus faibles émetteurs de carbone, mais ceux qui souffrent le plus des impacts du changement climatique.

Il existe d'abondantes preuves établissant l'impact disproportionné du changement climatique sur les populations pauvres et vulnérables<sup>17</sup>. Ceux qui habitent les basses terres côtières ou les régions agricoles marginales dans des pays en voie de développement<sup>18</sup> sont les plus affectés par les désastres climatiques de court terme, tels que les inondations, les sécheresses et les ondes de tempêtes. Ils sont également plus sensibles aux effets d'apparition graduelle à plus long terme, tels que l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière<sup>19</sup>. De façons diverses, le changement climatique aggrave la pauvreté dans les pays du monde entier, menaçant de plonger environ 100 millions de personnes dans la pauvreté d'ici 2030<sup>20</sup>. Par contre, on comprend moins bien comment ces effets se combinent et interagissent pour intensifier les pressions sur les populations à faible revenu<sup>21</sup>.

Dans un climat changeant, les populations qui dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles pour subsister sont de plus en plus déplacées par des inondations, des vagues de chaleur et des feux de végétation plus fréquents et intenses liés au changement climatique. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a signalé en août 2019 que l'augmentation continue de la température mondiale entraînerait « l'augmentation continue au niveau global de la perte de végétation, la dégradation des côtes, ainsi que la diminution des rendements des cultures aux basses latitudes, la réduction de la stabilité alimentaire, la diminution de l'accès à la nourriture et à la nutrition, et un 50% de probabilité de dégradation continue du pergélisol et la pénurie d'eau dans les zones arides<sup>22</sup>. » En 2017, les inondations ont touché environ 41 millions de personnes en Asie du Sud tandis que près de 892 000 personnes ont dû faire face à des déplacements internes liés à la sécheresse en Afrique de l'Est<sup>23</sup>.

Ceux qui ne sont pas encore déplacés de chez eux sont en danger de perdre leurs propriétés et leur bétail en raison des désastres liés au changement climatique, et ils manquent souvent d'accès aux services publics qui facilitent la récupération. Les événements météorologiques extrêmes peuvent également provoquer des flambées des prix des denrées alimentaires affectant les plus pauvres<sup>24</sup>.

Les effets du changement climatique sur la santé peuvent compromettre davantage les populations à faibles revenus et vulnérables. Les événements extrêmes, aussi bien que les changements plus graduels du climat, comme c'est le cas de la température et des précipitations, peuvent mener aux épidémies de maladies vectorielles et hydriques. Le changement climatique entraînera probablement une forte augmentation du paludisme, une maladie qui tue déjà 400 000 personnes chaque année<sup>25</sup>. Ces effets sont aggravés par les problèmes d'hygiène et les maladies diarrhéiques, qui deviennent plus fréquentes lorsque le changement climatique raréfie l'eau potable<sup>26</sup>. On estime que le changement climatique pourrait causer 250 000 décès supplémentaires par an entre 2030 et 2050<sup>27</sup> et générer des coûts sanitaires directs de 2 à 4 milliards de dollars par an d'ici 2030<sup>28</sup>.

Le changement climatique et les événements climatiques désastreux peuvent également exacerber les tensions socio-économiques<sup>29</sup>, telles que la perte de revenus. Les habitants des pays en développement dépendent souvent fortement des MPME pour l'emploi, alors qu'elles ont généralement moins de capacité à résister aux chocs financiers<sup>30</sup>.

17 Agyeman et al., 2003 ; Derman, 2014 ; Karim et Noy, 2014.

18 Barbier et Hochard, 2018 ; GIEC, 2014 ; Hallegatte et al., 2017

19 GIEC, 2014 ; WBG, 2016 ; Barbier et Hochard, 2018

20 Groupe de la Banque Mondiale, 2016 ; Barbier et Hochard, 2018

21 O'Neal, 2014 ; Price, 2017

22 IPCC, 2019

23 World Meteorological Organization, 2018

24 Hallegatte et al., 2016

25 OMS, 2018.

26 Ibid.

27 OMS, 2014.

28 OMS, 2018.

29 National Research Council, 2013

30 Schaer et Kuruppu, 2018





### ENCADRÉ 1 : SERVICES FINANCIERS NUMÉRIQUES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dans le monde entier les services financiers numériques aident à la mitigation et à l'adaptation au climat en changeant la manière dont les produits et services sont livrés.

Plusieurs nouveaux modèles commerciaux démontrent le pouvoir transformateur de l'inclusion financière numérique pour atteindre pour la première fois les communautés mal desservies, rendre l'action climatique plus inclusive et atteindre les ODD.

Par exemple, l'éclairage solaire pay-as-you-go (PAYG paiement au fur et à mesure)<sup>1</sup> et d'autres services publics rendus possibles par l'argent mobile, ont évité 28,6 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre et amélioré la santé des utilisateurs de systèmes solaires hors réseau<sup>2</sup>. La Banque Mondiale estime que 130 millions de systèmes solaires domestiques ont été vendus à ce jour, et tout porte à croire que les services solaires PAYG favorisent l'inclusion financière, en particulier dans les zones rurales.

De nouveaux modèles innovants d'assurance fondés sur les index ont introduit les déboursements automatiques par l'intermédiaire de l'argent mobile en utilisant des données de sources multiples, offrant des primes moins coûteuses et des paiements plus simples des réclamations. Ces modèles commerciaux permettent l'expansion de l'assurance agricole, alors que les modèles qui se servent des recharges des portables prépayés pour régler des primes d'assurance maladie de base ont aidé beaucoup de gens à accéder à l'assurance maladie pour la première fois.

Le développement de systèmes de paiement plus rapides, meilleurs et plus inclusifs pouvant traiter de petites transactions (par exemple l'argent mobile) est essentiel aux modèles commerciaux pour faire face au changement climatique. Cela permet non seulement de réduire le coût de la prestation du service, mais rend également le service plus accessible.

Dans les pays développés, les banques centrales s'intéressent à l'utilisation des systèmes numériques de paiement à des fins environnementales. Par exemple, la banque centrale néerlandaise a mené une étude pour quantifier l'impact de ses instruments de

paiement sur l'environnement et a constaté que l'impact environnemental total des transactions par carte de débit aux Pays Bas est relativement modeste par rapport à l'impact des paiements en espèces<sup>3</sup>.

Un autre exemple récent est celui de l'utilisation de « sandbox » réglementaires pour tester les innovations numériques pour la finance verte. En octobre 2018, l'autorité britannique de surveillance du marché financier (FCA par son sigle en anglais) a lancé le défi FinTech vert (Green FinTech Challenge) pour appuyer les entreprises qui développent des produits et services innovants, comprenant les essais en temps réel dans des sandbox réglementaires.

En 2018, la Reserve Bank of Fiji a énoncé les objectifs principaux pour son sandbox réglementaire, comprenant l'identification des obstacles aux finances durables et à l'introduction de services financiers numériques.

1 Ce sont des systèmes dans lesquels on paye un service avant de l'utiliser, et il n'est pas utilisable qu'à hauteur du montant payé.

2 World Bank Group, 2018

3 De Nederlandsche Bank, 2017

Les pertes liées au climat peuvent exercer une pression supplémentaire sur des gouvernements déjà trop affaiblis pour pouvoir fournir des biens et services publics, ce qui augmente le risque d'instabilité politique.

### L'INCLUSION FINANCIÈRE RENFORCE LA RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET AUX CATASTROPHES

Alors que le changement climatique accentue la pauvreté, de nombreuses recherches montrent que l'inclusion financière peut renforcer la résilience des personnes<sup>31</sup>, que ce soit face à des événements climatiques soudains et extrêmes, ou à des effets graduels des variations des régimes pluviométriques, de l'élévation du niveau de la mer ou de l'intrusion d'eau salée. L'épargne, le crédit, l'assurance, les transferts de fonds et les nouveaux canaux numériques de distribution peuvent tous fournir un appui essentiel pour faire face à la gestion de ces nouvelles réalités environnementales. Étant donné le nombre croissant d'adultes ayant accès à des téléphones portables, les services financiers numériques ont le potentiel de toucher davantage de personnes non bancarisées ; principalement les populations pauvres et vivant dans des zones rurales<sup>32</sup>. Les comptes d'argent mobile permettent aux populations marginalisées de recevoir des transferts monétaires après des catastrophes, fournissant ainsi un canal rapide, ciblé et rentable pour soutenir les communautés affectées<sup>33</sup>.

#### ÉPARGNE

Des taux d'épargne plus élevés peuvent aider les populations pauvres à lisser les consommations après des chocs inattendus, et à résister à la pression des augmentations progressives des coûts<sup>34</sup>. On estime qu'au Guatemala, en Mauritanie, en Angola, au Pérou, au Gabon, au Maroc, en Zambie, en Colombie, en République Kirghize, en République démocratique du Congo, en Mongolie, au Niger et au Salvador, l'amélioration de l'épargne à elle seule pourrait réduire les impacts du changement climatique sur le bien-être de 4,5 à 7,6 pourcent<sup>35</sup>. Les comptes d'épargne auprès des institutions financières offrent la plus grande résilience : plus que l'épargne informelle sous forme de bétail ou de logement<sup>36</sup>, car ils permettent aux populations pauvres de diversifier les risques, d'accéder au crédit et d'accélérer la reprise et la reconstruction. Les agriculteurs qui ont des comptes d'épargne au Malawi, par exemple, ont augmenté leurs investissements dans les intrants agricoles de 13 pourcent et la production agricole de 21 pourcent<sup>37</sup>.

#### CRÉDIT

Alors que les ménages pauvres ont du mal à payer les coûts initiaux élevés des technologies à faible émission de carbone, ce qui est le cas aussi d'autres investissements protégeant contre les impacts soudains et progressifs du changement climatique,

l'accès au crédit peut étaler ces dépenses dans le temps. Par exemple, le fait d'octroyer des crédits aux petits exploitants leur permet d'investir dans des intrants agricoles augmentant la résilience, tels que les semences améliorées, l'irrigation, les engrais et les pesticides. Des déboursements de prêts et des conditions de remboursement adaptés aux flux de trésorerie saisonniers peuvent permettre aux agriculteurs d'économiser entre les cycles de récolte et de plantation et, finalement, d'augmenter les rendements et les revenus des cultures. Dans son ensemble, ils protègent contre les risques de sécheresses, d'inondations ou d'autres impacts climatiques futurs<sup>38</sup>.

#### ASSURANCE

L'assurance paramétrique ou indiciaire pour les agriculteurs, et la micro-assurance pour ceux qui n'ont pas d'assurance traditionnelle, offrent un amortisseur contre les phénomènes météorologiques extrêmes et la volatilité<sup>39</sup>. Pour les petits agriculteurs, l'assurance offre la sécurité nécessaire pour effectuer les types d'investissements et les choix de production qui augmentent la productivité agricole. C'est par exemple le cas au Ghana, où la provision d'assurances basées sur des indices de précipitations a incité les agriculteurs à faire des investissements plus importants qui ont augmenté les bénéfices<sup>40</sup>.

### RISQUES FINANCIERS LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique crée des risques pour le secteur financier. Ceux-ci comprennent généralement les risques physiques, de transition et de responsabilité<sup>41</sup>, recensés et explorés dans de divers scénarios.

- **Les risques physiques** sont les impacts directs sur les économies des changements climatiques à évolution lente, comme la modification des précipitations et l'augmentation des températures ou du niveau de la mer, ainsi que des changements climatiques à évolution rapide, tels que des événements météorologiques extrêmes et des désastres.
- **Les risques de transition** accompagnent la transition vers des économies moins polluantes et sobres en carbone. Ces changements de politiques et de priorités peuvent modifier la valeur des actifs et augmenter les coûts pour certains types d'entreprises.

31 IPA, 2017

32 Demircuc-Kunt et al., 2015

33 GSMA, 2014

34 IPA, 2017

35 Hallegatte et al., 2017

36 Hallegatte et al., 2017

37 Brune et al., 2015

38 Innovations for Poverty Action, 2017

39 The Geneva Association, 2018

40 Karlan et al., 2014

41 Bank of England, 2020

Cela peut également entraîner le délaissement d'actifs.

- › **Les risques de responsabilité** concernent les personnes ou les entreprises qui demandent des compensations pour des pertes en raison de risques physiques ou de transition.

## LE RÔLE DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS L'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

L'inclusion financière ne se limite pas à aider les populations à faible revenu à développer de la résilience ; elle peut également augmenter l'accès aux technologies vertes qui aident à atténuer le changement climatique.

Cependant, le coût de ces technologies les met souvent hors de portée des populations pauvres et des MPME. Le financement bonifié peut aider, et des banques centrales et des régulateurs sont en train d'adopter une diversité de politiques pour élargir l'accès aux technologies vertes et pour inclure les populations pauvres dans la transition vers des économies à faibles émissions en carbone.

### ÉNERGIE RENOUVELABLE

Les coûts élevés et les incitatifs limités pour la desserte des régions rurales éloignées ont laissé des communautés autour du monde sans accès aux réseaux électriques fiables et à grande échelle. Cependant, les systèmes d'énergie renouvelable qui sont généralement sans carbone, que ce soit des systèmes solaires autonomes ou des systèmes solaires combinés avec des mini-systèmes hydroélectriques ou du stockage par batterie, peuvent fournir de l'électricité relativement peu coûteuse dans les zones déconnectées<sup>42</sup>. Ils peuvent également permettre à d'autres technologies, telles que les pompes à eau solaires, de remplacer les générateurs diesel à forte intensité d'émissions et d'augmenter les revenus<sup>43</sup>. Il existe plusieurs obstacles financiers à la propagation des microréseaux, allant des coûts initiaux élevés aux préoccupations des banques commerciales sur les défauts de paiement sur les prêts. Ces défis ont été résolus avec des programmes permettant aux utilisateurs de payer l'équipement solaire en plusieurs versements<sup>44</sup>. L'argent mobile a joué un rôle important en facilitant le paiement des services publics solaires hors réseau, communément appelés systèmes solaires payables au fur et à mesure (PAYG : Pay as you go) qui sont devenus populaires dans les pays en développement.

### EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'inclusion financière joue un rôle important dans l'achat et l'utilisation de technologies et d'appareils écoénergétiques pour la cuisson, le refroidissement et le chauffage. Par exemple, les cuisinières propres sont une technologie verte qui a le potentiel de réduire les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> de 2,3 pourcent<sup>45</sup>.

En réduisant l'utilisation de la biomasse pour l'énergie, les cuisinières peuvent jouer un rôle important dans l'atténuation des effets du changement climatique et la réduction des décès prématurés dus à la pollution atmosphérique. Les mécanismes d'inclusion financière qui soutiennent l'adoption de ces technologies élargiraient à terme l'accès aux technologies plus propres<sup>46</sup>.

### AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT

Dans de nombreux pays en développement, l'agriculture représente une grande partie du PIB et un pourcentage important de la population dépend de l'agriculture de subsistance. Étant donné que l'agriculture représente également un cinquième des émissions mondiales de gaz à effet de serre<sup>47</sup>, une agriculture plus durable réduirait les impacts négatifs sur l'environnement, bénéficierait aux personnes qui en dépendent et contribuerait aux ODD. L'agriculture intelligente face au climat (AIC), telle qu'elle est définie par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), est « une approche qui aide à orienter les actions nécessaires pour transformer et réorienter les systèmes agricoles pour soutenir efficacement le développement et veiller à la sécurité alimentaire dans un climat changeant<sup>48</sup>. » L'intensification des approches écosystémiques et des technologies agricoles propres ne concerne pas seulement la sécurité alimentaire, mais aussi l'action climatique.

L'inclusion financière est utile aux petits exploitants agricoles, et puisque le financement est nécessaire pour l'adoption, elle peut également aider à étendre l'AIC grâce à des services de crédit et d'épargne, ainsi qu'aux assurances contre les risques climatiques pour compléter les technologies agricoles innovantes. Des institutions de microfinance ont été identifiées par la FAO et plusieurs gouvernements comme étant clé pour fournir l'accès au crédit pour porter à une plus grande échelle l'AIC. Par exemple, au Rwanda, le gouvernement étudie les moyens par lesquels la microfinance pourrait aider les petits agriculteurs à s'adapter aux technologies agricoles résilientes au changement climatique, y compris l'assurance-récolte. En Eswatini, le Ministère des Finances a accordé la priorité aux services financiers pour l'agriculture intelligente face au climat et propose des incitatifs financiers spécifiques pour appuyer les MPME et les petits exploitants agricoles qui choisissent des pratiques agricoles résilientes au climat.

42 Independent Evaluation Group, 2008

43 Warren, 2018

44 Yee, 2016

45 Lacey et al., 2017; World Bank Group, 2014

46 Hewitt et al., 2018

47 FAO, 2017

48 FAO, 2013

# STRATÉGIES ET POLITIQUES PUBLIQUES

## LIEN ENTRE INCLUSION FINANCIÈRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LA STRATÉGIE DES SECTEURS FINANCIERS.

Les régulateurs du réseau de l'AFI ont commencé à réagir, souvent dans l'urgence, par des stratégies, des politiques publiques et des réglementations pour atténuer et renforcer la résilience face aux impacts du changement climatique dans leurs pays respectifs.

Pour comprendre l'ampleur et la portée de ces efforts, l'AFI a mené des sondages auprès de ses membres en 2018 et 2019 pour demander aux régulateurs financiers pourquoi s'occupent-ils du changement climatique, comment intègrent-ils leurs inquiétudes au sujet du changement climatique dans leurs politiques nationales d'inclusion financière et autres stratégies sectorielles, et comment collaborent-ils avec les agences ou institutions nationales<sup>49</sup>.

La grande majorité des répondants à l'enquête a indiqué que le changement climatique représentait un problème pour leurs pays avec des coûts élevés aux populations à faible revenu et vulnérables. Pour la plupart, cela reflétait la reconnaissance du mandat de leur institution pour la promotion du développement économique. Puisque le changement climatique menace ce développement, il est devenu une préoccupation des banques centrales et d'autres régulateurs du secteur financier. Certains ont exprimé des inquiétudes du fait que, dans des cas extrêmes, le changement climatique pourrait saper la stabilité financière ce qui forcerait les régulateurs à intervenir là où les perturbations pourraient se propager.

Il existe une tendance croissante dans le réseau de l'AFI reliant l'inclusion financière au changement climatique au niveau stratégique national, soit dans les Stratégies Nationales d'Inclusion Financière (SNIF) ou dans d'autres stratégies du secteur financier (voir Tableau 1). Treize

des pays inclus dans l'enquête des membres de l'AFI sur la finance verte et inclusive ont lié le changement climatique et l'inclusion financière dans les stratégies nationales du secteur financier. Quatre de ces pays – Argentine, Fidji, Jordanie et Rwanda – établissent un rapport explicite entre le changement climatique et l'inclusion financière dans leur SNIF.

Plusieurs pays concluent leurs SNIF en incluant explicitement la finance verte :

- › La SNIF de Sri Lanka mentionne la finance verte dans le chapitre des PME. La stratégie a été élaborée par le **Ministry of Finance of Sri Lanka** avec le soutien de la Banque Mondiale et sera lancée en 2020.
- › La **Banque Centrale d'Égypte** prépare une SNIF et envisage de présenter la durabilité, ce qui inclut le changement climatique, un pilier du cadre de la stratégie.
- › Le plan stratégique national d'inclusion financière des Fidji 2016-2020 met en relief l'importance des politiques d'inclusion financière dans la mitigation et le développement de la résilience face au changement climatique. Le Plan prévoit que la **Reserve Bank of Fiji** « appuie le développement des services et produits financiers verts pour les personnes, les foyers et les MPME qui réduisent les impacts environnementaux négatifs ou procurent des avantages environnementaux ».
- › Le Bangladesh, par l'intermédiaire de la **Bangladesh Bank**, publiera bientôt sa SNIF. Le projet contient plusieurs références explicites au changement climatique et à l'inclusion financière. La **Bangladesh Bank** a été le premier régulateur du secteur financier dans le réseau de l'AFI à établir un rapport direct entre l'inclusion financière et le changement climatique, et ce lien s'est renforcé au cours de la dernière décennie. Dans son premier plan stratégique

<sup>49</sup> Pour plus d'information sur le sondage auprès des membres de l'AFI, prière de voir l'annexe 1.

(2010-2014), la banque avait établi des connexions entre l'inclusion financière et le changement climatique en se concentrant sur les besoins de l'agriculture et des PME. Elle a publié en 2011 une directive d'orientation de banque verte, enjoignant toutes les banques à développer des politiques de banque verte, à intégrer le risque environnemental dans leur gestion des risques climatiques et à rendre compte trimestriellement des activités de banque verte. Dans le deuxième plan stratégique (2015-2019) elle a renforcé ce lien en « favorisant le financement socialement responsable, inclusif et respectueux de l'environnement pour veiller au développement durable ». Ces mesures supplémentaires et plus concrètes visaient à fournir un soutien politique pour encourager le financement durable de l'agriculture et demandait la préparation de directives de gestion de risques environnementaux et sociaux (ESRM pour son sigle en anglais) pour les banques et les institutions financières. Son plan stratégique actuel (2020-2024) vise à intégrer la finance verte et la banque durable dans le système financier du pays, y compris l'intégration des mesures d'empreinte carbone<sup>50</sup>.

- La **National Bank of Rwanda** a fait des impacts du changement climatique une partie explicite de sa SNIF. Spécifiquement, elle explique comment le risque climatique rend le revenu agricole plus volatil, et la façon dont l'assurance agricole et la micro-assurance pourraient aider à mitiger les risques des fermiers et faciliter leur accès au crédit.
- La **Central Bank of Jordan** a promulgué le Plan d'Action pour la Microfinance comme l'un des principaux piliers de sa Stratégie Nationale d'Inclusion Financière 2018-2020. Ce plan comporte un intérêt accru au sujet de la finance verte, et en particulier pour les micro et petites entreprises, qui représentent plus de 99 pourcent de toutes les entreprises du pays.
- Bien que n'étant pas du ressort de **Banco Central de la República Argentina**, la SNIF Argentine récemment lancée comprend la promotion du financement de modèles d'entreprises durables qui minimisent les impacts du changement climatique.

50 Bangladesh Bank, 2019

TABLEAU 1 : LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES SNIF ET AUTRES STRATÉGIES DU SECTEUR FINANCIER

Les pays	Changement climatique explicitement intégré dans la SNIF	Changement climatique implicitement intégré dans la SNIF	Autres stratégies du secteur financier associant l'inclusion financière et le changement climatique
1 Argentine	X		
2 Arménie		X Prévu	
3 Bangladesh	X Prévu		X
4 Bhutan			X Prévu
5 Cambodge			X
6 Égypte	X Prévu		
7 Eswatini		X	
8 Fidji	X		X Prévu
9 Jordanie	X		X
10 Maroc			X
11 Népal			X
12 Nigéria			X
13 Philippines		X	X
14 Rwanda	X		
15 Sri Lanka	X Prévu		
16 Tanzanie		X	
17 Thaïlande			X
18 Vanuatu		X	

D'autres pays ont établi des liens plus indirects ou implicites avec le **changement climatique** dans leur SNIF. Par exemple :

- L'un des objectifs de la SNIF du **Vanuatu** est d'adopter des réglementations, des produits et des services pour aider les MPME, ce qui selon la Reserve Bank of Vanuatu, impliquera de renforcer la résilience face aux impacts du changement climatique.
- La SNIF des **Philippines** ne mentionne pas spécifiquement le changement climatique, mais identifie ceux qui habitent certaines zones, telles que les villes côtières, qui sont vulnérables aux catastrophes naturelles et d'origine humaine, et deviennent par conséquent une population cible. Étant donné que les populations vulnérables sont également susceptibles d'être financièrement exclues, la SNIF contribuera à renforcer leur résilience face aux potentiels impacts négatifs du changement climatique.
- Le cadre national d'inclusion financière de la **Tanzanie** vise à aborder les inégalités entre les sexes d'une manière qui pourrait également répondre au changement climatique, car les femmes ont tendance à être particulièrement vulnérables aux effets du réchauffement climatique.
- L'**Arménie** a implicitement inclus la lutte contre le changement climatique dans son programme politique et promeut les produits de la finance verte dans son projet de SNIF et son plan d'action. Certains projets contenus dans l'ébauche de plan d'action stratégique, y compris le projet d'assurance agricole qui aborde des pertes dues aux événements météorologiques d'origine climatique, sont déjà en cours.
- Dans la SNIF de l'**Eswatini**<sup>51</sup>, le Ministère des Finances a accordé la priorité aux services financiers pour les technologies intelligentes face au climat afin de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement agricoles.

Quelques pays ont lié l'**inclusion financière et le changement climatique** dans d'autres stratégies financières nationales.

- Sous la coordination de la **Banque Al-Maghrib**, le Maroc a développé une feuille de route nationale pour aligner le secteur financier sur le développement durable qui s'articule autour de la gouvernance en fonction de risques sociaux et environnementaux, des instruments et produits financiers durables, le renforcement des capacités, la transparence et l'inclusion financière en tant que moteur du développement durable. La feuille de route fait partie d'une approche volontaire et proactive lancée en marge de la COP 22 de la CCNUCC (Convention Cadre des NU sur le Changement Climatique), et a donné lieu à plusieurs initiatives à différents niveaux du secteur bancaire pour faire avancer la finance

verte. Ces mesures comprennent l'introduction du financement vert pour soutenir les projets d'efficacité énergétique et les projets verts des PME faisant partie des chaînes de valeur et écosystèmes industriels, de même que l'émission d'obligations vertes et une plus grande transparence des objectifs de responsabilité sociale des entreprises (RSE).

- Au **Nigéria**<sup>52</sup>, le 5e des Principes Bancaires Durables du Nigéria aborde l'inclusion financière tandis que d'autres incluent la gestion de risques environnementaux et sociaux, la gouvernance environnementale et sociale et l'empreinte environnementale et sociale des prestataires de services financiers.
- De même, la **Bank of Ghana**<sup>53</sup> a publié en novembre 2019 des principes bancaires durables et des notes d'orientation sectorielles portant sur :
  - i) ESRM ;
  - ii) gouvernance environnementale et sociale interne (ESG pour son sigle en anglais) dans les opérations bancaires ;
  - iii) gouvernance d'entreprise et normes éthiques ;
  - iv) égalité entre hommes et femmes,
  - v) inclusion financière ;
  - vi) efficacité des ressources, production et consommation durables ; et des
  - vii) rapports périodiques.
- Le projet de feuille de route des finances durables de la **Reserve Bank of Fiji** abordera tous les acteurs du secteur financier. Il vise à renforcer la résilience et la compétitivité des institutions financières du pays en facilitant leur croissance et développement durables au moyen d'une meilleure gestion de risques, et en proposant des produits et services innovants, respectueux de l'environnement et socialement responsables. Un des objectifs clé de la feuille de route sera d'aligner les stratégies nationales des Fidji sur l'inclusion financière, le changement climatique, la conservation de l'environnement, l'inclusion sociale et le développement économique.
- La **Central Bank of Sri Lanka** a publié sa feuille de route pour la finance durable en avril 2019<sup>54</sup>. Celle-ci prend en considération aussi bien l'inclusion financière que l'assurance en cas de catastrophe, et propose le développement de produits d'assurance accessibles et efficaces, adaptés aux ménages à faible revenu et aux MPME pour offrir de la protection contre le changement climatique et les catastrophes naturelles<sup>55</sup>.

51 Ministry of Finance of Eswatini, 2017

52 Central Bank of Nigeria, 2012

53 Bank of Ghana, 2019

54 Central Bank of Sri Lanka, 2019

55 Ibid.

- L'Association des banquiers thaïlandais, en coopération avec la **Bank of Thailand (BoT)**, a lancé le 13 août 2019 les « directives bancaires durables<sup>56</sup>. » C'est le résultat d'une initiative dirigée par le secteur et appuyée par la BoT. Les lignes directrices définissent les attentes minimales en matière de pratiques de prêt responsables pour toutes les banques installées en Thaïlande. La BoT soutient les directives et encourage les banques à internaliser les risques ESG. En outre, la BoT encourage la sensibilisation et oriente en matière de durabilité. Le champ d'application du prêt responsable dans les lignes directrices aborde les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) importantes, et encourage les membres à établir des contrôles internes efficaces ainsi qu'à donner des informations transparentes conformes aux critères de matérialité internationalement acceptés<sup>57</sup>. Le changement climatique est explicitement compris dans les risques environnementaux et, bien que l'inclusion financière ne soit pas explicitement mentionnée, elle est implicitement incluse dans les risques sociaux<sup>58</sup>. Les Lignes directrices ont ensuite été approuvées par l'Association des banques internationales.
- Au Cambodge, l'**Association of Banks of Cambodia** (l'association bancaire cambodgienne) a lancé l'élaboration des principes de la finance durable<sup>59</sup>, qui ont été approuvés par la Banque Nationale du Cambodge. Les principes les plus pertinents pour une finance verte et inclusive sont :
  - Principe 5. Nous élargirons notre portée à ceux qui n'avaient auparavant aucun accès, ou peu, au secteur bancaire formel, ainsi que par l'offre de solutions plus innovantes pour améliorer l'accès bancaire et les niveaux de service



Un travailleur chinois nettoie des bouteilles de boisson vides ; elles seront recyclées en tant que ressource renouvelable, Xining, Chine. Mai 2011. (Photo de Young777 / iStock)

- Principe 6. Nous financerons des innovations qui créent des gains d'efficacité et des améliorations dans les secteurs et les activités commerciales existants et traditionnels, ainsi que pour le développement de nouvelles activités d'économie verte.
- La **Royal Monetary Authority of Bhutan** prépare une feuille de route nationale pour la finance verte.
- Aux Philippines, le **conseil monétaire du Bangko Sentral ng Pilipinas** a approuvé le cadre de financement durable du pays définissant les attentes relatives à l'intégration des principes de durabilité dans la gouvernance des entreprises, les cadres de gestion de risques, les objectifs stratégiques et les opérations bancaires.

## DÉVELOPPEMENT D'UNE DÉFINITION DE LA FINANCE VERTE OU DURABLE

Seuls quelques-uns des membres de l'AFI qui ont répondu à l'enquête sur la finance verte et inclusive disposent d'une définition juridique ou d'une typologie de la finance verte<sup>60</sup>.

La **Bangladesh Bank** a publié une liste exhaustive de 52 produits et initiatives classés sous huit catégories qui sont éligibles pour la finance verte. Cette liste a été complétée par une méthodologie d'innovation / développement de produits permettant aux banques et aux institutions financières d'évaluer la rentabilité, la faisabilité environnementale et sociale et le risque des produits et initiatives de finance verte.

La **People's Bank of China** définit la politique de finance verte comme « une série d'accords politiques et institutionnels visant à attirer des investissements privés dans les industries vertes telles que la protection de l'environnement, la conservation de l'énergie et l'énergie propre par le biais des services financiers, y compris les prêts, les fonds privés de capital-investissement, les obligations, les actions et l'assurance. » Cette définition est complétée par un catalogue de projets écologiques où figurent les économies d'énergie, la prévention et le contrôle de la pollution, la conservation et le recyclage des ressources, les transports propres, l'énergie propre et la protection écologique.

56 Thai Bankers Association, 2019

57 Ibid.

58 Ibid.

59 The Association of Banks in Cambodia, 2019

60 UNEP Inquiry, 2016a

## ENCADRÉ 2. LA TAXONOMIE VERTE MONGOLIENNE

En 2019, la commission de stabilité financière de la Mongolie a approuvé la « Mongolian Green Taxonomy » après la publication de la feuille de route pour la finance durable du pays.

La taxonomie vise à fournir un « cadre de classification des activités convenu au niveau national » qui contribue aux politiques et stratégies de développement du pays pour la croissance économique, l'équilibre environnemental et la stabilité sociale. Il a été conçu pour être appliqué à un large éventail d'instruments financiers dans tous les secteurs et peut être utilisé par diverses parties prenantes, en particulier les acteurs du marché.

La taxonomie est axée autour de six principes :

› **Principe 1** : Contribuer aux politiques et objectifs nationaux

› **Principe 2** : Relever les défis environnementaux

› **Principe 3** : Porter sur les secteurs économiques clés à forte émission

› **Principe 4** : S'aligner sur les normes et bonnes pratiques internationales

› **Principe 5** : Se conformer aux normes ESG

› **Principe 6** : Examen et développement continus

Ces principes veillent à l'alignement sur les objectifs nationaux dans les domaines de l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la prévention de la pollution, la conservation des ressources et l'amélioration des moyens de subsistance dans le contexte de la finance verte. Ainsi, les activités classées comme « vertes » contribuent directement aux engagements de la Mongolie envers l'accord de Paris, comme il est indiqué dans sa contribution déterminée au niveau national.

La taxonomie définit efficacement les paramètres de la finance verte en Mongolie, notamment :

- 1) Énergie renouvelable
- 2) Énergie à faible pollution
- 3) Efficacité énergétique
- 4) Écoconstruction
- 5) Prévention et réduction de la pollution
- 6) Utilisation durable de l'eau et des déchets
- 7) Agriculture, utilisation des terres, foresterie, conservation de la biodiversité et l'écotourisme durables
- 8) Transports propres

La taxonomie reconnaît les contributions potentielles des ménages et des MPME aux ODD, car elle prend en compte les petites technologies, telles que les petits systèmes solaires distribués, les installations de production d'électricité à petite et moyenne échelle, les produits écoénergétiques (niveau utilisateur final), l'agriculture intelligente face au climat et autres<sup>1</sup>.

1 Green Taxonomy Committee, 2019





Nous constatons le rapport direct entre le changement climatique, la stabilité microéconomique, la stabilité financière et même plus largement la durabilité économique à long terme. »

Elsie Addo Awadzi  
2e sous-gouverneur, Bank of Ghana  
AFI Global Policy Forum, Kigali, Rwanda  
September 2019



En tant que banquiers centraux, nous sommes conditionnés à penser à long terme. Le changement climatique pose à tous les acteurs le défi suprême de décider entre le court et le long terme. »

Esala Masitabua  
Sous-gouverneur, Reserve Bank of Fiji  
AFI Global Policy Forum, Kigali, Rwanda  
September 2019

### ENCADRÉ 3. LA TAXONOMIE DES FINANCES DURABLES DE L'UNION EUROPÉENNE

En juin 2019, l'Union européenne a publié un rapport technique sur une taxonomie<sup>1</sup> pour les activités durables. Cette taxonomie appuiera l'élaboration d'une réglementation pour un cadre qui facilite l'investissement durable<sup>2</sup>.

Du point de vue environnemental, la taxonomie se concentre sur les activités durables dans :

- i) l'atténuation du changement climatique
- ii) l'adaptation aux changements climatiques
- iii) l'utilisation et la protection durables de l'eau et les ressources marines ;
- iv) la transition vers une économie circulaire, la prévention de déchets et le recyclage ;
- v) la prévention et la réduction de la pollution ; et

vi) la protection des écosystèmes sains.

Pour qu'une action réponde à la définition « d'activité économique écologiquement durable » et qu'elle soit considérée comme éligible pour la taxonomie, elle doit :

- i) contribuer substantiellement à un ou plusieurs objectifs environnementaux ;
- ii) ne pas nuire de façon significative à un autre objectif environnemental ;
- iii) respecter les garanties sociales minimales (en vertu du projet de règlement, celles-ci sont définies comme les conventions fondamentales de l'OIT<sup>3</sup>) ; et
- iv) respecter les critères techniques de sélection.

La taxonomie ne définit donc pas la finance verte proprement dite, mais « [l'] implication est que les activités économiques, même lorsqu'elles apportent une contribution substantielle à l'atténuation et / ou à l'adaptation au changement climatique, ne seront pas éligibles pour la

taxonomie si elles ne peuvent pas être réalisées de manière à éviter des effets négatifs importants sur d'autres objectifs environnementaux. »

1 Le groupe d'experts techniques de l'UE sur La finance durable définit la taxonomie comme un outil pour aider les investisseurs, les entreprises, les émetteurs [d'obligations] et les promoteurs de projets à s'orienter dans la transition vers une économie sobre en carbone, résiliente et économe en ressources. Cela définit des seuils de performance (appelés « critères de sélection techniques ») pour les activités économiques qui contribuent de manière importante à un sur six objectifs environnementaux ; ne nuisent pas significativement aux cinq autres, le cas échéant ; et respectent les garanties minimales. Les six objectifs environnementaux sont : i) atténuation du changement climatique ; ii) adaptation au changement climatique ; iii) utilisation et la protection des eaux et des ressources marines de façon durable ; iv) transition vers une économie circulaire ; v) prévention et contrôle de la pollution ; et vi) protection et restauration de

2 Groupe d'experts techniques de l'UE sur la finance durable, 2019

3 Fait référence aux huit conventions « fondamentales » identifiées par le Conseil de l'Organisation Internationale du Travail, portant sur des sujets considérés comme des principes et droits fondamentaux au travail : liberté d'association et reconnaissance effective du droit de négociation collective ; élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire ; abolition effective du travail des enfants ; et l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

## PARTICIPATION DES BANQUES CENTRALES ET DES RÉGULATEURS DU SECTEUR FINANCIER DANS LES POLITIQUES EN MATIÈRE DE CLIMAT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

À travers le réseau de l'AFI, l'action inclusive pour le climat commence à se propager dans les stratégies nationales d'inclusion financière ou dans d'autres stratégies du secteur financier. Cependant, la participation des régulateurs du secteur financier aux mécanismes officiels de coordination et de formulation de stratégies climatiques nationales ou des stratégies liées à la mise en œuvre des ODD, a été limitée.



La réglementation financière joue un rôle considérable dans le soutien des engagements de l'accord de Paris, en particulier dans le renforcement des environnements à risque.

La réglementation financière joue un rôle considérable dans le soutien des engagements de l'accord de Paris, en particulier dans le renforcement des environnements à risque. Les politiques IGF contribuent à la mise en œuvre de l'accord de Paris, en particulier à l'objectif à long terme contenu dans l'article 2.1c de rendre les flux financiers cohérents avec le parcours vers de faibles émissions de gaz à effet de serre et le développement résilient au changement climatique. Étant donné l'accent mis sur le renforcement de la résilience, les politiques IGF peuvent également être considérées comme des moyens de mettre en œuvre les articles 7 et 8 de l'accord de Paris, décrivant les efforts convenus pour l'amélioration de la capacité d'adaptation, le renforcement de la résilience et la réduction de la vulnérabilité au changement climatique, ainsi que pour éviter, minimiser et traiter les pertes et dommages associés à ses effets nuisibles.

La plupart des membres de l'AFI interrogés pour l'enquête sur la finance verte et inclusive ont pas contribué aux stratégies climatiques nationales, telles que les contributions déterminées au niveau national (Nationally Determined Contributions, NDC en anglais) ou dans les plans nationaux d'adaptation (National Adaptation Plans, NAP en anglais).

On a toutefois observé des exceptions. La **Bangladesh Bank** est un membre actif de plusieurs initiatives nationales, telles que le cadre fiscal national du climat, et elle appuie le gouvernement dans le développement d'une industrie écologiquement responsable, en fournissant des contributions régulières pour les plans du ministère de l'environnement et des forêts du Bangladesh. De même, l'**Insurance Regulation and Development Authority** (IRDA autorité de régulation et développement de l'assurance) au Bangladesh assiste

régulièrement avec des consultations aux acteurs appropriés et contribue aux sujets liés au risque climatique et des assurances.

La **Bank of Thailand** est membre du Comité National du Développement Durable (CSD par son sigle en anglais), chargé de la mise en œuvre des ODD. Le Comité national est présidé par le vice-premier ministre et vise à créer un équilibre entre l'économie, la société et l'environnement sans laisser personne de côté. Quatre sous-comités ont été créés pour guider les efforts visant à atteindre les cibles des ODD de façon holistique : i) un sous-comité sur la mise en œuvre des ODD ; ii) un sous-comité sur la promotion des ODD conformément à la doctrine de l'économie de suffisance ; iii) un sous-comité sur le suivi et l'évaluation des progrès des ODD ; et iv) un sous-comité sur les questions environnementales.

Parfois la coordination intervient de façon ponctuelle. Bien que le plan d'action des Philippines sur le changement climatique ne désigne pas **Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP)** comme acteur principal, la BSP a établi des relations collégiales avec la commission du changement climatique, qui coordonne les stratégies du pays en matière de changement climatique, aussi bien qu'avec le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles. La BSP participe à des forums organisés par les deux organismes, y compris des discussions multi-agences sur la façon d'accélérer les procédures permettant au gouvernement, aux banques et autres institutions privées d'accéder aux ressources du Fonds vert pour le Climat.

Dans le cadre d'une approche « pan gouvernementale », les efforts de coordination entre les organismes gouvernementaux dirigés par le Ministère des Finances et la BSP ont déjà commencé par un objectif final d'institutionnaliser et de faciliter la mise en œuvre d'une feuille de route pour la finance durable, qui comprend la mobilisation de fonds pour des projets admissibles. Il s'agit d'une opportunité importante pour atteindre les objectifs de l'Accord de Charm el-Cheikh, étant donné que la BSP considère la finance durable comme incluant la finance verte et que l'inclusion financière est liée à la finance verte.

La **Central Bank of Armenia** et la **Central Bank of Jordan** ont toutes deux contribué aux politiques climatiques lorsque leur avis a été sollicité sur des questions de financement. Par exemple, la **Reserve Bank of Fiji** étudie les politiques après leur promulgation par le département de l'environnement du Ministère des Affaires Locales, Développement Urbain, Logement et Environnement pour comprendre les implications sur son travail.

# LES 4P DU CADRE AFI DE LA FINANCE VERTE ET INCLUSIVE

Les régulateurs financiers ont adopté une diversité d'approches, et constatent souvent qu'il ne faut pas nécessairement repartir de zéro. Dans de nombreux cas, les outils et techniques politiques existants pour l'inclusion financière des populations à faible revenu et des MPME peuvent être affinés et réorientés en intégrant un volet écologique.

Ceci permet aux décideurs d'agir rapidement tout en prenant le temps de préparer le terrain pour des politiques plus innovantes qui peuvent exiger plus d'élaborations.

Ces politiques sont présentées ici dans un cadre simple catégorisé par les 4P de la finance verte et inclusive :

- Promotion
- Provision
- Protection
- Prévention

Toutes les politiques contenues dans les 4P visent soit à catalyser les services financiers du secteur privé, soit à utiliser l'infrastructure financière pour le déploiement de la finance pour l'action climatique. L'objectif du cadre est de fournir aux régulateurs financiers un moyen intuitif pour examiner l'ensemble de mesures politiques qu'ils peuvent entreprendre pour réaliser une finance verte et inclusive ; ce cadre évolue avec la mise en œuvre des politiques au niveau national.



Les distributeurs automatiques solaires installés par une entreprise sociale à but lucratif appelée Piramal distribuent de l'eau potable propre via une carte à puce prépayée aux résidents qui n'ont pas accès à l'eau du robinet à domicile. New Delhi, India. (Photo par In Pictures Ltd./Corbis via Getty Images)

# INCLUSION FINANCIÈRE DURABLE, ACTION CLIMATIQUE INCLUSIVE

Les politiques de PRÉVENTION visent à éviter des résultats indésirables en réduisant les risques financiers, sociaux et environnementaux. Dans le cadre de cet effort, les régulateurs adoptent les directives de gestion environnementales (et sociales) ESRM, évaluent et abordent proactivement les externalités sociales et environnementales, et les risques posés par les activités de leurs institutions, y compris les conséquences imprévues du financement.

- Directives E (S) RM



Les politiques de PROTECTION réduisent le risque financier en « socialisant » les pertes au moyen de l'assurance, les garanties de crédit, les paiements sociaux ou tout autre mécanisme de partage des risques connexe. Les politiques dans cette catégorie fournissent un filet de sécurité indispensable et aident à renforcer la résilience en accélérant et facilitant la récupération des événements climatiques extrêmes.

- Assurance contre les risques climatiques agricoles
- Garanties de crédit
- Argent mobile pour les paiements G2P
- Retraits anticipés de fonds de pension
- Dispositifs de réhabilitation post-catastrophe
- Autres mécanismes de partage de risques



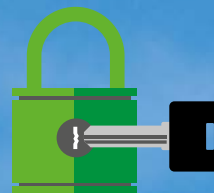
Les politiques et initiatives de PROMOTION préparent le secteur privé à offrir des services financiers pour des projets verts, ou des actions climatiques connexes visant des bénéficiaires éligibles, par exemple au moyen de la sensibilisation, du partage d'informations, du renforcement des capacités et de la collecte de données.

- Persuasion morale, sensibilisation et renforcement des capacités
- Rapports et divulgations



Les politiques de PROVISION contribuent à veiller à ce que les ressources financières pour des projets verts ou l'action climatique connexe soient fournis aux bénéficiaires admissibles, que ce soit par des politiques de prêt, le refinancement, des ajustements structurels ou d'autres mécanismes de financement.

- Quotas de prêts
- Refinancement des prêts verts
- Refinancement de la récupération et la reconstruction
- Fonds d'investissement pour l'innovation
- Autres dispositifs de financement pour prêts verts
- Autres dispositifs de financement pour Réhabilitation et récupération après sinistres et désastres
- Abaissement des taux d'intérêt de base



## PROMOTION



Les politiques et initiatives de PROMOTION préparent le secteur privé à offrir des services financiers pour des projets verts ou des activités d'action climatique connexes à des bénéficiaires éligibles, par exemple au moyen de la sensibilisation, du partage d'informations, du renforcement des capacités et de la collecte de données.

### MAROC

Sensibilisation et prise de conscience sur la finance verte et les risques climatiques dans le secteur financier

Finalisation de la réglementation de la directive sur le changement climatique et risques connexes

### EGYPTE

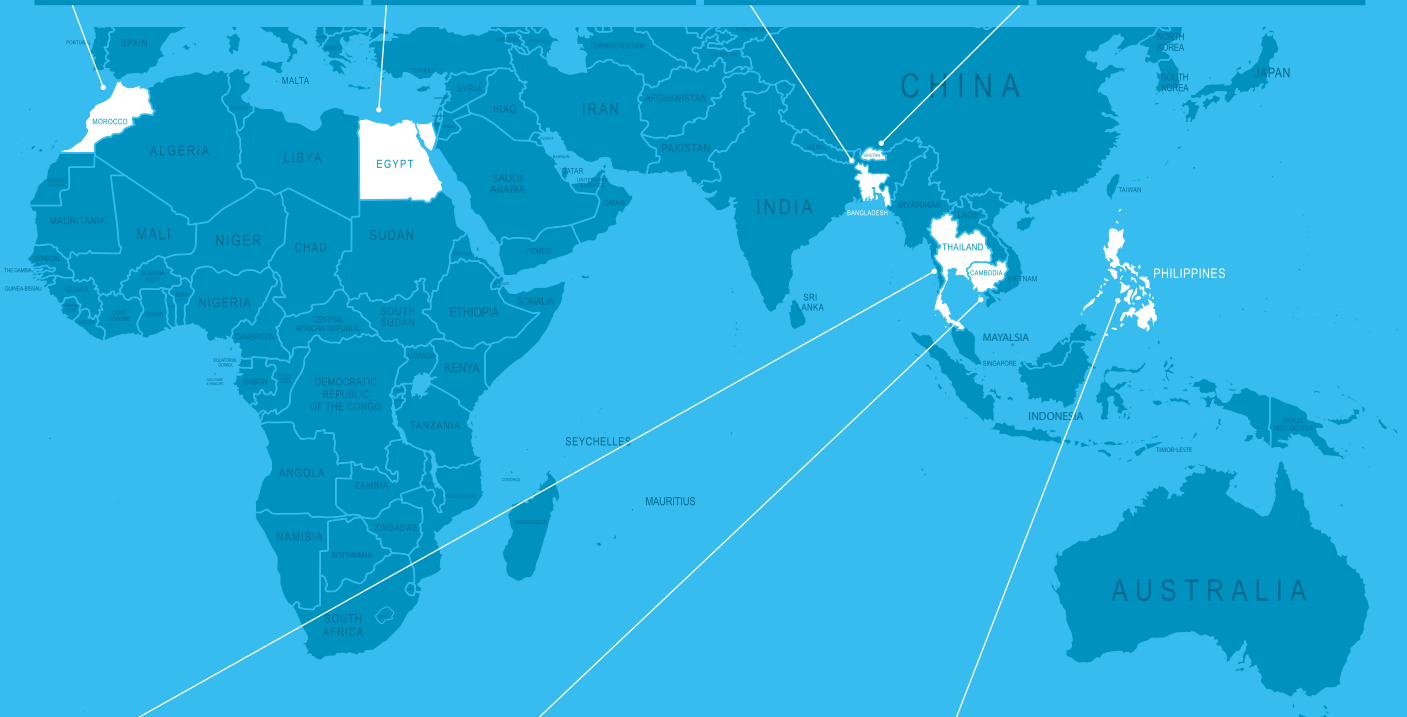
Renforcement des capacités en matière de finance durable

### BANGLADESH

Publication d'un rapport trimestriel sur les activités bancaires et de refinancement verts de la part des banques et des institutions financières

### BHOUTAN

Atelier national de renforcement des capacités et de coordination des parties prenantes pour la future feuille de route de la finance verte



### THAÏLANDE

Renforcement des capacités sur les risques ESG

Création d'un groupe de travail réglementaire sur la finance durable composé du ministère des Finances, de la Securities and Exchange Commission, de l'Office de la Commission d'Assurance et de la Bourse de Thaïlande

### CAMBODGE

A encouragé les banques commerciales à « reconditionner » les prêts pour les populations touchées par des désastres

### PHILIPPINES

Partage des connaissances et Sensibilisation sur la finance durable

Enquête sur les perspectives du secteur bancaire

Recherche et collecte de données sur l'impact des catastrophes sur les opérations bancaires

De plus en plus, les politiques de promotion deviennent la première étape pour les régulateurs financiers travaillant dans le domaine de la finance verte et inclusive. Dans le parcours de la finance verte et inclusive, il est essentiel de commencer par le renforcement des capacités, les définitions, la sensibilisation et le dialogue avant d'élaborer des politiques et des réglementations.

Plutôt que de veiller à ce que les fonds soient fournis directement, cet ensemble de politiques et d'initiatives permet d'opérer sur le marché et d'identifier de manière décentralisée un nombre plus élevé de bénéficiaires admissibles. Avantage des politiques de promotion, les approches innovatrices pour renforcer la résilience face au changement climatique, ou facilitant l'accès aux technologies vertes, peuvent être mises en œuvre sans changer les règles qui régissent l'attribution des prêts ou de ressources. En outre, les politiques de promotion se concentrent sur la compréhension de la nécessité et de l'analyse de rentabilisation d'une finance verte inclusive, à la fois en interne avec le régulateur et parmi les institutions financières. Cela ouvre la voie pour le déploiement réussi des politiques et de la réglementation de la finance verte et inclusive.

### PERSUASION MORALE, SENSIBILISATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Stimuler les conversations et le dialogue avec les principales parties prenantes est essentiel pour orienter le secteur financier vers l'action climatique. Alors que l'enquête auprès des membres sur la finance verte et inclusive a mis en évidence un déficit de connaissances en matière de finance verte dans le secteur financier, les régulateurs financiers jouent un rôle important pour combler ce fossé.

➤ Aux Philippines, la **Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP)** reconnaît l'analyse de rentabilisation des prêts verts, ce qui signale au secteur privé que la finance verte est un bien public, et qu'elle peut à la fois augmenter le résultat net des institutions et être bénéfique pour la société comme un tout. À cet égard, la BSP fournit un environnement réglementaire propice en publiant des lignes directrices flexibles et proportionnées à la taille et à la complexité des opérations bancaires. En partenariat avec divers partenaires de développement, la BSP a organisé plusieurs forums et formations ciblant les cadres supérieurs et les directeurs de gestion de risques des banques, les agences gouvernementales clés et les entreprises

privées pour accroître la sensibilisation et la prise de conscience sur la finance durable, y compris les outils et les principes de la ESRM. De son côté, la BSP participe activement aux collaborations régionales et internationales des régulateurs et superviseurs financiers dans ce domaine.

- Parallèlement, la BSP publiera une série de réglementations relatives à la promotion des principes de durabilité dans le système bancaire. La première publication expose les attentes générales de la BSP en termes d'intégration des principes de durabilité, y compris ceux couvrant les domaines des risques environnementaux et sociaux ; les cadres de gouvernance et de gestion de risques ; et les objectifs stratégiques des banques, en fonction de leur taille, profil de risque et complexité de leurs opérations. La réglementation BSP existante sur les normes de gouvernance des risques des entreprises, aussi bien que les cadres de gestion de risques de crédit et des opérations, y compris les lignes directrices sur les tests de résistance, ont jeté les bases de cette publication. Les publications ultérieures couvriront des attentes plus ponctuelles en ce qui concerne la gestion de risques climatiques et environnementaux par rapport aux risques de crédit, de marché et d'opérations, ainsi que les incitatifs réglementaires potentiels à accorder aux banques qui adhèrent aux principes de durabilité.
- La BSP mène également une enquête sur les perspectives du secteur bancaire Banking Sectoral Outlook Survey, BSOS en anglais qui rassemble les points de vue des responsables (présidents, directeurs généraux, directeurs nationaux) des banques du pays sur un horizon de deux ans. Entre autres domaines, la BSP a l'intention d'avoir un volet spécial dans la BSOS afin de déterminer l'étendue des connaissances des banques sur la finance durable ou verte, ou des projets de mise en œuvre en la matière<sup>61</sup>.
- Au Maroc, la **Banque Al-Maghrib** a constaté qu'un nombre croissant de banques accordaient des prêts pour financer des technologies respectueuses du climat afin de soutenir la feuille de route climatique du pays et d'atteindre leurs propres objectifs de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Au début, la Banque Al-Maghrib avait encouragé des approches volontaires de la part des banques et s'est concentrée sur la sensibilisation du secteur financier aux avantages du développement durable

<sup>61</sup> La BSOS sert d'outil complémentaire pour valider les évaluations des superviseurs bancaires et fournira à la BSP une perspective additionnelle sur l'évolution des modèles économiques des banques. Cela contribuera à terme à renforcer les réglementations prudentielles et à veiller à la résilience du système bancaire. En outre, la BSOS fournit des perspectives de surveillance et de marché sur les questions émergentes (y compris les changements environnementaux et climatiques) et les tendances, afin de permettre des informations prudentielles opportunes et pertinentes et des analyses connexes. Enfin, il devrait favoriser l'innovation financière et l'évolution du secteur bancaire.

et aux risques du changement climatique. Le Comité du développement durable, qui comprend la Banque Al-Maghrib et l'Association Bancaire Marocaine, rend compte des initiatives du secteur et discute des risques et des défis à aborder. Le développement durable fait également partie de l'agenda des rencontres tenues deux fois par an entre le gouverneur de la Banque Al-Maghrib et les présidents des banques marocaines.

- La Banque Al-Maghrib est en train de finaliser une directive réglementaire définissant les principes que les établissements de crédit, y compris les associations de microcrédit et les établissements de paiement, devront mettre en œuvre pour comprendre et gérer les risques financiers liés à l'environnement et au changement climatique. Elle a également appuyé la formation sur la finance verte pour les acteurs financiers nationaux et régionaux, y compris les grandes banques marocaines et les banques centrales africaines au moyen de la conférence de haut niveau sur la Finance Verte et Inclusive coorganisée avec l'AFI, et le troisième programme Global Green Finance Leadership coorganisé avec le Centre de Recherche pour le Développement de la Finance Verte de l'Université de Tsinghua, et l'International Finance Corporation (IFC).
- La **Bank of Thailand (BoT)** a collaboré avec le Fonds Mondial pour la Nature (WWF pour son sigle en anglais) et la Thai Bankers Association pour organiser des ateliers trimestriels sur les services bancaires durables afin de renforcer les capacités de la BoT et du secteur bancaire. Le thème de l'année dernière était axé sur l'importance des risques ESG et sur la manière dont ces risques peuvent être intégrés dans

l'activité bancaire. Depuis 2018, la BoT accueille le forum annuel sur les Services Bancaires Durables, où les membres du conseil d'administration et la haute direction des banques en Thaïlande sont invités à écouter des leaders d'opinion en matière de durabilité. La BoT a créé un groupe de travail réglementaire sur la finance durable composé du Ministère de Finance, la Securities and Exchange Commission, l'Office of Insurance Commission et la Bourse de Thaïlande. L'un des domaines d'intervention du groupe de travail est la création d'un écosystème national pour la finance durable.

- La **Central Bank of Egypt** a envoyé plusieurs membres de son personnel suivre un cours de finance durable reconnu internationalement en collaboration avec le Frankfurt School of Business et nombre de banques égyptiennes. Le cours se concentre sur la façon d'intégrer l'ESG dans les activités de prêt. De plus, plusieurs voyages d'étude ont été organisés dans différentes régions pour renforcer les capacités et saisir les meilleures pratiques internationales dans le domaine de la finance durable.
- La **Royal Monetary Authority of Bhutan** a organisé en collaboration avec l'AFI, un atelier national de renforcement des capacités et de coordination des parties prenantes en janvier 2020. L'objectif de l'atelier était de rassembler et de renforcer les capacités de tous les acteurs concernés, y compris les banques, le secteur assurances, les institutions de microfinance (IMF), la Royal Securities Exchange of Bhutan, la Commission nationale de l'environnement, le Ministère de l'Agriculture et des Forêts, la Gross National Happiness Commission (la commission du bonheur national brut) le Ministère du Tourisme, le



Des femmes bhoutanaises travaillant dans leur domaine. La plupart du travail agricole est fait à la main, Bhoutan. Mars 2014. (Photo par anandoart / iStock)

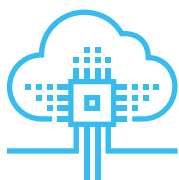


Ministère des Finances et le PNUD. Cette réunion était une première étape dans l'avancement de la finance verte au Bhoutan, et la réunion a jeté les bases de la future feuille de route pour une finance verte et inclusive.

- La **National Bank of Cambodia** appuie les clients touchés par des désastres naturels en encourageant les banques commerciales et les institutions financières à « reconditionner » des prêts pour les populations affectées, en particulier celles qui habitent les zones rurales et qui dépendent des activités agricoles.

## COLLECTE DE DONNEES

La collecte de données et la diffusion d'informations peuvent être des outils puissants car elles créent des repères de mesure de performance pour les fournisseurs de services financiers (FSF).



Les institutions membres de l'AFI sont de plus en plus intéressées au développement de mécanismes pour la collecte de données liées à l'IGF à la fois du côté de l'offre et de la demande.

Les institutions membres de l'AFI sont de plus en plus intéressées au développement de mécanismes pour la collecte de données liées à l'IGF à la fois du côté de l'offre et de la demande. Ces données sont nécessaires pour évaluer les besoins des populations vulnérables et les impacts économiques potentiels des événements climatiques. Dans le réseau de l'AFI, on trouve les deux exemples suivants ; et en parallèle d'autres institutions travaillent actuellement à l'élaboration de définitions et de systèmes de collecte de données pour une finance verte et inclusive.

- La **Bangladesh Bank** a réalisé un effort soutenu de collection et de partage de données en matière de finance verte, en commençant en 2013 par la publication du rapport trimestriel du département de finance durable sur les activités bancaires vertes des institutions bancaires et financières, aussi bien que les activités de refinancement vert. La banque inclut également un chapitre sur les opérations bancaires durables dans son rapport annuel mettant en relief les progrès des activités bancaires vertes, ce qui a été émulé par le reste des banques et des institutions financières du pays. Au début de 2018, la Bangladesh Bank a considérablement revu son format de rapport, qui inclut désormais la communication des données ventilées par sexe sur la finance verte.
- La **Bangko Sentral ng Philipinas** recueille des données et mène des recherches sur l'impact des catastrophes naturelles extrêmes sur les opérations bancaires au niveau des municipalités et des succursales. Depuis

2008, la BSP recueille des informations au niveau des agences sur les types de dépôts, de prêts, de provisions pour pertes sur prêts, et de revenu net. Ces données seront appariées (ou croisées) avec les données des stations météorologiques des provinces fournies par la Philippine Atmospheric, Geophysical and Astronomical Services Administration (PAGASA), afin de déterminer l'impact quantitatif des catastrophes naturelles sur la performance bancaire. La BSP a également l'intention d'améliorer les exigences en matière de rapports, afin de faciliter la collecte de données pour la surveillance et l'évaluation des risques liés au climat et à l'environnement.

Les régulateurs financiers encouragent les efforts en matière de changement climatique à travers diverses politiques et initiatives et ouvrent la voie à l'intégration de l'action climatique dans le système financier. Alors que certains régulateurs financiers collectent et partagent des informations sur la finance verte à des fins spécifiques, la collecte de données sur les activités de finance verte en général fait encore défaut. Ce domaine politique en est encore à ses débuts, mais la collecte de données pourraient être envisagée par les régulateurs financiers dans les futurs efforts politiques, y compris la définition des besoins en données et l'identification des lacunes et des défis liés à la collecte de données avec une finance verte et inclusive.

## LES DÉFIS DES POLITIQUES DE PROMOTION

Les politiques de promotion aident indirectement les banques et autres prestataires de services financiers à déterminer le meilleur plan d'action en fonction des risques environnementaux croissants dans leur pays et les avantages potentiels des investissements plus verts. Cependant, le succès de cette approche dépend du marché, et les réponses aux options politiques peuvent s'avérer lentes, voire inexistantes.

Les entreprises peuvent ne pas apprécier la valeur des incitatifs (par ex. par manque de sensibilisation aux technologies vertes), les incitatifs pourraient être mal conçus ou ne pas susciter la réponse souhaitée, ou il pourrait simplement prendre du temps pour que le marché s'adapte. La coordination des initiatives peut s'avérer difficile lors de la mise en œuvre des politiques de promotion.

## PROVISION



Les politiques de provision aident à veiller à ce que les ressources financières pour les projets verts ou les activités d'action climatique connexes soient fournies aux bénéficiaires éligibles, que ce soit par le biais de politiques de prêt, de refinancement ou d'autres mécanismes de financement.

**PÉROU**

Rééchelonnement des paiements de prêts aux particuliers en cas de désastres

**MAROC**

Appui pour la création du fonds Innov Invest pour appuyer les start-up dans les énergies renouvelables et les technologies propres

**ÉGYPTE**

Exige que les banques allouent 20 % de leur portefeuille au financement des MPME, y compris l'énergie renouvelable et l'irrigation à l'épreuve du climat

**ARMÉNIE**

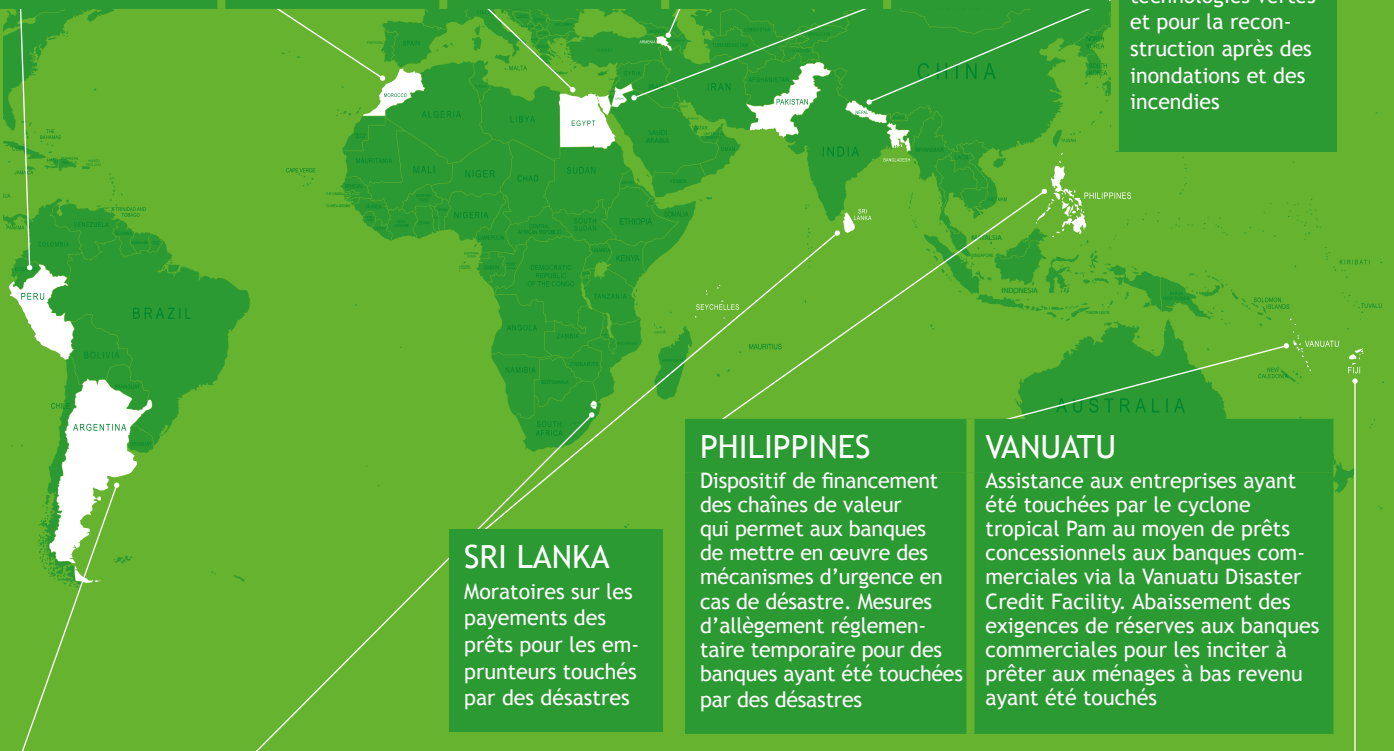
Offre du financement à plus long terme aux institutions financières pour qu'elles puissent à leur tour prêter aux MPME pour financer des produits tels que l'énergie renouvelable

**JORDANIE**

Programme d'avances à moyen terme pour les banques agréées. Il fournit des prêts bonifiés pour des secteurs clé du développement y compris l'énergie renouvelable et l'agriculture

**NÉPAL**

A demandé à toutes les banques de consacrer 10 % de leur portefeuille à des projets verts. Facilités de refinancement pour les banques afin d'offrir des prêts subventionnés pour les technologies vertes et pour la reconstruction après des inondations et des incendies

**SRI LANKA**

Moratoires sur les paiements des prêts pour les emprunteurs touchés par des désastres

**PHILIPPINES**

Dispositif de financement des chaînes de valeur qui permet aux banques de mettre en œuvre des mécanismes d'urgence en cas de désastre. Mesures d'allègement réglementaire temporaire pour des banques ayant été touchées par des désastres

**VANUATU**

Assistance aux entreprises ayant été touchées par le cyclone tropical Pam au moyen de prêts concessionnels aux banques commerciales via la Vanuatu Disaster Credit Facility. Abaissement des exigences de réserves aux banques commerciales pour les inciter à prêter aux ménages à bas revenu ayant été touchés

**ARGENTINE**

Flexibilisation de conditions pour des prêts combinés avec des assurances climat

**ESWATINI**

Offre des services financiers pour les technologies intelligentes face au climat pour augmenter la résilience des chaînes d'approvisionnement agricoles

**SEYCHELLES**

Abaissement des taux d'intérêt pour des MPME et des ménages au moyen du programme d'efficacité énergétique et de renouvellement énergétique des Seychelles pour les PME

**PAKISTAN**

Dispositif de financement pour des projets d'énergie renouvelable de 2017 à la mi-2019

**BANGLADESH**

Objectif réglementaire annuel équivalent au 5 pourcent des prêts octroyés. Facilités de refinancement pour la promotion des technologies bas carbone

**FIDJI**

Promulgation d'un ratio de prêts aux énergies renouvelables équivalent au 2 % des dépôts et autres passifs semblables

Pour les décideurs politiques, la fourniture de services financiers pour l'action climatique présente plusieurs caractéristiques intéressantes : i) elle démontre l'engagement des autorités en faveur de l'action climatique ; ii) elle semble facile à mettre en œuvre même si une définition claire de l'objectif est encore nécessaire ; iii) elle promet des résultats rapides ; et iv) la mise en œuvre est simple à vérifier.

### QUOTAS DE PRÊTS

On peut soutenir que l'intervention la plus directe est l'octroi de prêts obligatoires au moyen de quotas. Les quotas de prêts exigent l'attribution d'un pourcentage spécifique d'un portefeuille de crédit bancaire à une fin particulière. En voici quelques exemples :

- La **Bangladesh Bank** a introduit un objectif réglementaire pour le décaissement annuel du financement vert en 2014. Grâce à son expérience dans la mise en œuvre de cibles normatives pour les PME et le financement agricole, la banque centrale a fixé une cible minimale pour la finance verte directe de 5 pourcent des prêts octroyés/investissements de la part des banques et institutions financières. D'autres institutions ont utilisé les prêts dirigés à des fins semblables.
- La **Nepal Rastra Bank** a établi des secteurs prioritaires pour les prêts et a enjoint toutes les banques commerciales à consacrer au moins 10 pourcent de leurs portefeuilles à l'énergie verte, tels que l'hydroélectricité et d'autres projets.
- La **Reserve Bank of Fiji** a établi un ratio de prêts d'énergies renouvelables en 2012 qui exige des banques commerciales de maintenir 2 pourcent des dépôts et des passifs semblables pour des prêts d'énergie renouvelable. Cependant, elle ne sanctionne pas actuellement les banques qui ne respectent pas cette disposition.
- La **Central Bank of Egypt (CBE)** a mis en place des politiques pour soutenir le secteur des MPME face au changement climatique. De 2016 à 2020, la CBE oblige les banques à affecter 20 % de leur portefeuille de crédit total au financement des MPME. Cette exigence obligatoire est contrebalancée par des mesures d'encouragement grâce auxquelles les banques sont exemptées de l'obligation constitution de réserves de prêt, en échange de prêts ou facilités de crédit aux MPME, à condition que le taux d'intérêt sur les prêts ne dépasse pas de cinq pourcent. Au moment de la rédaction du présent rapport, ce taux était inférieur d'environ 10 % aux taux du marché pour des facilités similaires. Les énergies renouvelables et l'irrigation

résiliente au climat sont des secteurs abordés par la politique.

### REFINANCEMENT DES PRÊTS VERTS

Les mécanismes de refinancement pour la finance verte proposent principalement des crédits subsidiés aux banques commerciales pour octroyer à leur tour des prêts à de fins spécifiques ou bien pour un ensemble de produits. Le crédit est accordé à des conditions préférentielles, mais les banques commerciales prennent elles-mêmes les décisions de prêt et assument tous les risques. Plusieurs pays ont introduit des programmes qui pourraient aider les particuliers et les MPME à financer des solutions bas carbone. Par exemple :

- La **Bangladesh Bank** a également employé des mécanismes de refinancement pour favoriser les technologies à faible teneur en carbone, en accordant des crédits subventionnés pour l'énergie solaire, le biogaz et les projets de gestion de déchets. Au cours de la dernière décennie, les ressources, les produits verts et la portée du programme se sont élargis, avec quatre programmes soutenant 50 produits dans 11 catégories<sup>62</sup>.
- La **Nepal Rastra Bank** offre des mécanismes de refinancement pour que les banques accordent des prêts subventionnés (entre US\$1 700 et US\$2 700) afin que les consommateurs puissent acheter un éventail de technologies vertes, telles que des systèmes solaires résidentiels, des cuisinières solaires, des séchoirs, des pompes à eau, des installations de biogaz, des fourneaux propres et des pousse-pousse électriques.
- De même, la **Banco Central de la República Argentina** a assoupli les conditions d'octroi de prêts aux producteurs agricoles ayant souscrit une assurance contre les événements climatiques. Cette incitation réduit le risque des producteurs agricoles et leur permet d'accéder à des prêts plus favorables.

### REFINANCER LA RÉCUPÉRATION ET LA RECONSTRUCTION

Les mécanismes et les programmes de refinancement encouragent non seulement les prêts verts, mais ils peuvent également être utilisés pour soutenir la reprise et la reconstruction après des événements climatiques extrêmes.

- En février 2019, la **Superintendencia de Banca, Seguros y AFP Peru** a adopté des mesures exceptionnelles pour éviter les pertes économiques subies en raison des conditions météorologiques défavorables associées à El Niño. Les mesures prudentielles obligent les institutions financières à rééchelonner les remboursements des prêts aux particuliers en cas de

catastrophes naturelles spécifiques<sup>63,64</sup>. Les mesures, qui étaient précédemment activées en 2017 lorsque des conditions défavorables similaires ont été rencontrées, ont des conditions strictes.

- Les chocs environnementaux et climatiques ou les catastrophes à évolution lente peuvent avoir des effets défavorables sur des secteurs entiers. Dans le cadre du financement de la chaîne de valeur agricole de **Bangko Sentral ng Pilipinas**<sup>65</sup>, les institutions financières supervisées par la BSP peuvent mettre en place des mécanismes d'urgence en cas de catastrophe pour atténuer l'impact de ces risques et fournir des secours en temps opportun pour faciliter le rétablissement des MPME vulnérables au climat dans le secteur agricole, et les secteurs de la pêche. Bien que le Cadre ne spécifie aucun élément des mécanismes d'urgence, les institutions financières supervisées par la BSP ont la flexibilité de concevoir et de mettre en œuvre des mécanismes d'urgence en cas de catastrophe en fonction de leur évaluation des risques inhérents à ces secteurs.

La BSP a également adopté une politique qui prévoit des mesures temporaires d'allègement réglementaire pour les banques touchées par des catastrophes naturelles. Cela a été institutionnalisé avec la publication de la circulaire n° 1 017 du 10 octobre 2018<sup>66</sup>. L'allègement réglementaire vise à aider les banques situées dans les zones touchées par des catastrophes naturelles dans leur redressement et à leur permettre de reprendre leurs activités normales. L'allègement comprend l'étalement de la comptabilisation des pertes résultant des radiations de prêts douteux, les dépréciations des locaux des banques et des actifs acquis, la suppression des frais de surveillance annuels, la flexibilité dans la relocalisation des succursales et l'assouplissement des obligations de déclaration.

- À la suite de catastrophes naturelles comme le tsunami de 2004 ou les sécheresses et les inondations, la **Central Bank of Sri Lanka** a imposé des moratoires sur le remboursement des prêts aux emprunteurs touchés. Les banques sont également tenues d'octroyer ou de faciliter les crédits d'urgence après des catastrophe liées au climat, y compris des hypothèques de reconstruction pour des particuliers, des hypothèques de reconstruction pour les MPME et des crédits pour les MPME pour rétablir les activités commerciales<sup>67</sup>. La banque centrale de Sri Lanka a introduit en 2017 un programme de prêts de refinancement pour la reprise des activités économiques affectées par les catastrophes (READ pour son sigle en anglais), afin d'atténuer l'impact des catastrophes naturelles. L'objectif de ce programme de prêts est de fournir des facilités financières concessionnelles en mettant un accent particulier sur les petites entreprises et les entreprises indépendantes pour reprendre toute activité économique affectée par des catastrophes naturelles. Le gouvernement fournira le financement du projet et identifiera les catastrophes et les zones à intervenir.

## FONDS D'INVESTISSEMENT POUR L'INNOVATION

Les fonds d'investissement contribuent à stimuler l'innovation et à fournir des ressources aux start-up dans des secteurs spécifiques.

- En 2018, le **Maroc** a créé le fonds « Innov Invest » pour soutenir les start-up dans des domaines allant de la fintech aux énergies renouvelables, dont les « cleantech » (technologies propres)<sup>68</sup>. Avec 50 millions de dollars de prêts et des conseils techniques de la Banque Mondiale, le fonds soutiendra 300 start-up sur cinq années. Les entreprises tournées vers l'avenir peuvent obtenir des subventions et des prêts d'honneur les aidant à surmonter quelques-uns des défis rencontrés dans les étapes initiales du développement et de la consolidation. Le fonds est surveillé par six institutions participantes et comprend quatre fonds d'investissement de capital de démarrage.

## AUTRES DISPOSITIFS DE FINANCEMENT POUR PRÊTS VERTS

D'autres mécanismes de financement ont également été fournis par les régulateurs financiers pour soutenir les activités de prêt vert. Par exemple :

- Le programme d'avances à moyen terme aux banques agréées de la **Central Bank of Jordan** accorde des prêts bonifiés à neuf secteurs jugés essentiels au développement, notamment les énergies renouvelables et l'agriculture<sup>69</sup>.
- La **Banque Centrale des Seychelles**, avec le Ministère des Finances, accorde des prêts à faible taux d'intérêt aux MPME et aux ménages par l'intermédiaire du Seychelles Energy Efficiency and Renewable Energy Program (SEEREP Programme d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables) Régime de prêts aux PME. Entreprises avec un chiffre d'affaires inférieur à 5 millions de SCR (US\$350 000)<sup>70</sup> sont éligibles au programme, qui comprend des systèmes d'énergie renouvelable, des appareils écoénergétiques et des

63 Les mesures ciblent les débiteurs des MPME dans des domaines spécifiques déclarés par le gouvernement comme étant « en état d'urgence » en raison d'événements météorologiques extrêmes. Ces mesures sont, de manière unique, accompagnées d'une mise en garde concernant les clients et les portefeuilles des institutions financières qui pourraient être plus sensibles aux impacts du changement climatique à l'avenir.

64 SBS, 2019. and SBS, 2017.

65 Bangko Sentral ng Pilipinas, 2016

66 Bangko Sentral ng Pilipinas, 2018

67 Les conditions du crédit d'urgence dépendent du type de programme de secours. Dans le passé, il y a eu des plans de secours comprenant un moratoire sur le capital, un moratoire sur le capital et les intérêts, un rééchelonnement des prêts et des radiations d'intérêts ou de prêts, le gouvernement remboursant aux banques le montant radié par le biais d'un système de remboursement. L'allègement peut également être basé sur des taux d'intérêt concessionnels, et des ténors concessionnels allant de trois mois à un an.

68 CCG

69 Central Bank of Jordan, 2016

70 USD 1: SCR 34.2, as of 29 December 2019 (www.xe.com).

dispositifs d'économie d'énergie (par ex. des chauffe-eau solaires<sup>71</sup>).

- La **State Bank of Pakistan (SBP)** a proposé un plan de financement pour les projets d'énergie renouvelable de 2017 à la mi-2019. Dans le cadre de ce programme, les entreprises pouvaient recevoir des prêts pour des projets solaires et éoliens à un taux maximum de six pourcent. Le taux de refinancement de la SBP était de 2 % et il n'y avait pas de taux préférentiel pour les MPME. Par rapport aux taux habituels allant de 12 à 20 %, le programme offrait de bonnes opportunités aux MPME.
- En Arménie, le fonds germano-arménien (GAF pour son sigle en anglais) fondé par la **Central Bank of Armenia**<sup>72</sup> fournit du financement à plus long terme en monnaie locale aux institutions financières pour rétrocéder aux MPME pour des produits tels que les énergies renouvelables.
- Le **Ministry of Finance Eswatini** a accordé la priorité aux services financiers pour les technologies intelligentes face au climat afin de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement agricoles. Le ministère prévoit de mobiliser des financements climat pour les petits exploitants agricoles et les MPME rurales à travers le pays, tout en formant également les petits exploitants agricoles aux services d'information climatique

## AUTRES RÉGIMES DE FINANCEMENT POUR LA RÉHABILITATION ET LA RÉCUPÉRATION DES CATASTROPHES

Divers mécanismes de financement ont été utilisés par les régulateurs financiers pour soutenir la réhabilitation et le relèvement après des catastrophes. Par exemple :

- La **Nepal Rastra Bank** offre des mécanismes de refinancement pour des prêts subventionnés d'environ US\$9 000 pour la reconstruction après des inondations et des incendies, à l'instar d'un programme de soutien pour la récupération et la reconstruction après des tremblements de terre.
- La **Disaster Reconstruction Credit Facility** (facilité de crédit pour la reconstruction en cas de catastrophe) du Vanuatu a été développée par la Reserve Bank of Vanuatu pour aider les entreprises affectées par le cyclone tropical Pam au moyen de prêts bonifiés aux banques commerciales. Dans le cadre de cette facilité, les banques commerciales pouvaient accéder à des fonds à des taux d'intérêt de 1 %, plafonnés à 5 % au maximum pour la rétrocession aux entreprises. Le fonds a été initialement doté de 4,5 millions de dollars et offrait des prêts individuels pouvant atteindre les 270 000 dollars, renouvelables sur cinq ans.

Le fonds a été conçu pour opérer pendant six mois après le cyclone Pam mais il est entendu qu'il pourrait rouvrir à la suite d'un autre désastre naturel.

## RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT DE BASE

Les modifications temporaires des taux d'intérêt de base peuvent encourager les banques à prêter à la suite d'événements liés au climat.

- Lorsque le cyclone PAM frappa le Vanuatu en 2015, la **Reserve Bank of Vanuatu (RBV)** a abaissé la réserve obligatoire pour les banques commerciales de deux points de pourcentage (de 7 à 5 pourcent) dans le but de stimuler les banques à accorder des prêts aux personnes à bas revenu ayant été touchées. La RBV a également réduit son taux d'intérêt de 0,5 points de pourcentage et a lié cette réduction au taux des titres de la RBV. Pendant 91 jours, il a émis des notes sur titres en fonction de ce taux directeur réduit.

Les régulateurs financiers ont créé un environnement propice à l'intégration de la finance verte et inclusive dans le système financier. Dans certains pays, cela est le résultat des expériences de catastrophes passées, qui ont nécessité des efforts pour accroître la résilience face au climat et aux catastrophes, par exemple, en investissant dans des mécanismes financiers pour soutenir la reprise rapide et le redémarrage des activités économiques. Certains régulateurs ont adopté une position proactive vis-à-vis de l'action climatique et ont créé un environnement réglementaire propice qui encourage le financement direct des activités à faible émission de carbone ou du renforcement de la résilience.

## DÉFIS DES POLITIQUES DE PROVISION

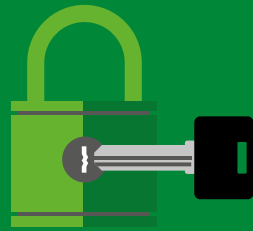
Bien que les politiques de provision signalent un engagement envers l'action climatique, elles peuvent être relativement difficiles à contrôler. Par exemple, comment les bénéficiaires sont-ils définis ? Qu'est qu'un produit vert ou renouvelable ? Comment peut-on distinguer l'adaptation au changement climatique et le développement économique en général ? Comment éviter « l'écoblanchiment » ? Un autre défi consiste à trouver les ressources pour financer les politiques de provision.

Il y a aussi d'autres questions : les promotions et les primes pour le personnel des prêteurs devraient-elles être liées à la bonne performance des programmes de prêts verts ? Comment le système peut-il éviter d'être joué, déformé ou mal utilisé ?

<sup>71</sup> Dans le cadre du SEEREP, les contributions des bénéficiaires ont été plafonnées à 2,5 % du montant du prêt et les frais habituels de traitement des prêts ont été supprimés dans le cadre du régime. Les bénéficiaires jouissent également d'un délai de grâce de six mois avec une période de remboursement flexible. Le programme de prêts aux PME consiste en une structure de taux d'intérêt à deux niveaux dans laquelle le gouvernement accorde une bonification d'intérêt et le client est facturé 5 % d'intérêt sur le premier million de SCR (US\$29 240), 7 % sur les 2 millions de SCR (50 000 \$) suivants, puis négociable pour des montants plus élevés.

<sup>72</sup> Les programmes de prêts du GAF sont financés par le gouvernement de la République D'Arménie, le KfW Bankengruppe, La Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement et la Banque Européenne d'Investissement.

## PROTECTION



Les politiques de protection réduisent le risque financier en « socialisant » les pertes potentielles grâce à l'assurance, aux garanties de crédit, aux paiements sociaux ou à d'autres mécanismes de partage de risques connexes.

### PÉROU

Les partenariats public-privé au Pérou ont permis ces dernières années de développer des mécanismes de transfert de risques climatiques, tels que l'assurance agricole

### MAROC

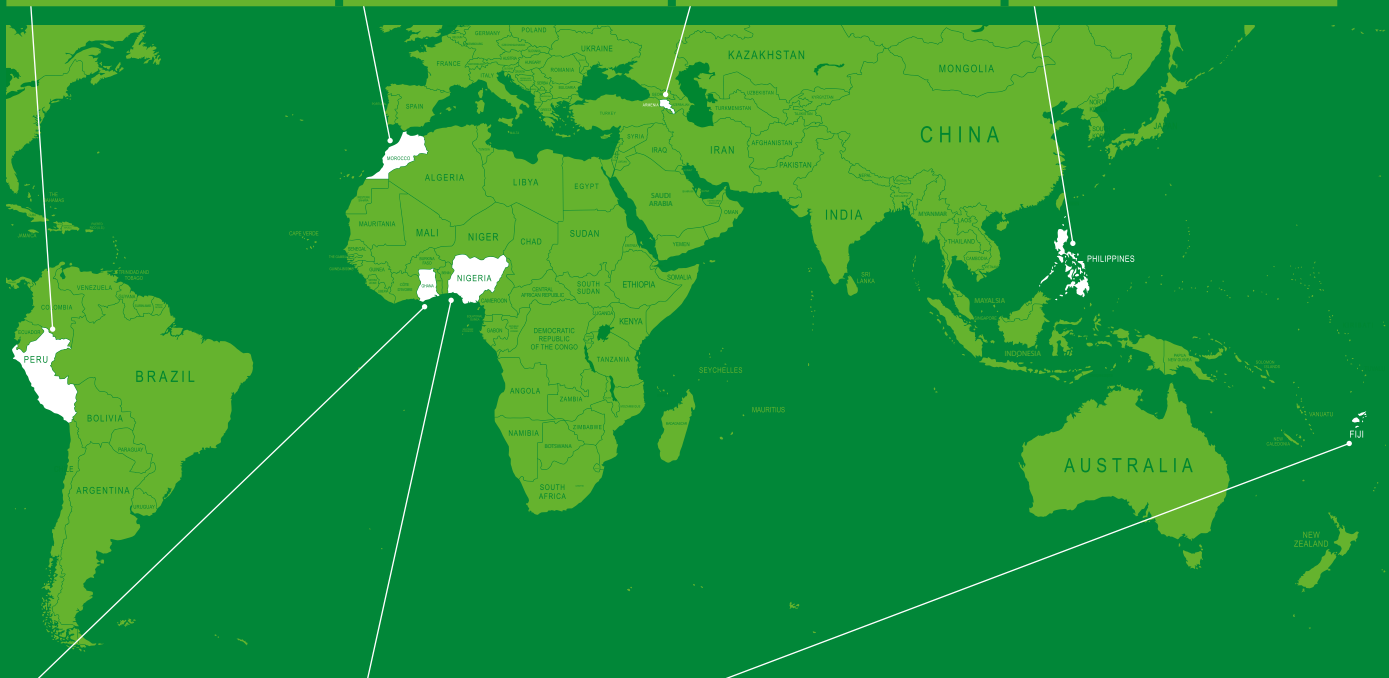
On y a introduit des produits d'assurance multirisques climatiques pour protéger les investissements dans les principales cultures céréalières contre les dommages liés au climat, y compris la sécheresse, l'excès d'humidité, la grêle, le gel, le vent et les tempêtes de sable

### ARMÉNIE

Création et supervision de l'Agence Nationale des Assureurs Agricoles, un partenariat public-privé pour le développement du marché de l'assurance agricole

### PHILIPPINES

Lancement en 2007 du programme d'assistance aux institutions financières et pour les calamités en milieu rural pour aider à financer les activités de relèvement rapide et de reconstruction dans les zones touchées par les typhons, les désastres et d'autres calamités naturelles



### GHANA

Appui au développement et mise en œuvre initiale du système ghanéen de partage des risques basé sur des incitatifs pour les prêts agricoles afin d'augmenter le montant total des crédits disponibles pour les secteurs

### NIGÉRIA

Mise en place du programme Anchor Borrower pour relier les petits exploitants agricoles aux grandes entreprises de transformation afin d'atténuer l'impact du changement climatique, y compris l'assurance de l'indice des revenus  
Fourniture de subventions pour encourager les prêts bancaires aux petits agriculteurs confrontés aux risques climatiques

### FIDJI

Utilisation des paiements mobiles pour décaisser les fonds de son « Initiative d'aide à la maison » aux personnes touchées par le cyclone tropical Winston  
Permet aux personnes de retirer 20 % de leur compte de retraite pour reconstruire leur maison  
Le Fonds national de prévoyance des Fidji a fourni de l'assistance aux membres par le biais de son fonds de retraite  
Création de la Natural Disaster Rehabilitation Facility des Fidji, un programme de résilience et d'adaptation au changement climatique pour remplacer de l'inventaire endommagé

Les politiques de ce genre offrent un filet de sécurité indispensable pouvant être activé en temps de crise, et elles contribuent à renforcer la résilience en accélérant et en facilitant la reprise après des événements climatiques extrêmes.

### ASSURANCE AGRICOLE CONTRE LES RISQUES CLIMATIQUES

L'assurance contre les risques climatiques peut protéger les populations vulnérables contre des menaces météorologiques, en assurant par exemple aux fermiers qu'un désastre météorologique soudain ne fera pas disparaître leurs investissements. Alors que l'assurance ne fait normalement pas partie du champ d'application réglementaire de la plupart des membres de l'AFI, certains régulateurs financiers créent des mécanismes de partage de risques permettant aux institutions financières de maintenir et augmenter les prêts au secteur agricole.

➤ En Arménie, où l'agriculture est un pilier de l'économie, le secteur subit les effets aigus du changement climatique. Les petits agriculteurs sont particulièrement vulnérables car ils ont une capacité limitée pour faire face aux pertes financières résultant d'événements météorologiques soudains et extrêmes comme la grêle et le gel. Le secteur bancaire arménien est également touché lorsque les agriculteurs ne remboursent pas leurs prêts. Étant donné que les mécanismes traditionnels de partage de risques et les filets de sécurité sociale n'ont pas réussi à relever ces défis, la **Central Bank of Armenia** est intervenue par l'établissement et la supervision d'un système d'assurance climatique agricole. L'Agence Nationale des Assureurs Agricoles (AINA pour son sigle en anglais) est un partenariat public-privé chargé de la coordination et du développement de l'assurance

agricole pour améliorer l'efficacité du secteur agricole Arménien. Le programme subventionne les primes d'assurance et, pour 2020 le taux de subvention va de 50 à 60 % selon les produits. Ce plan sera révisé annuellement.

- Le **Maroc** a introduit en 2011 un produit d'assurance « multirisque climat » pour protéger les investissements dans les principales cultures céréalières contre un éventail de dégâts liés au climat, comme la sécheresse, l'humidité excessive, la grêle, le gel, le vent et les tempêtes de sable. En mars 2019, un régime de couverture des conséquences des catastrophes a été adopté qui prévoit un double système d'indemnisation : de l'assurance pour les victimes ayant déjà des contrats d'assurance en vigueur, et un plan de solidarité pour les personnes n'ayant pas de couverture d'assurance. L'**Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) du Maroc** encourage le secteur assurances à souscrire aux normes de durabilité en adhérant au Forum des Assurances Durables. L'ACAPS a également travaillé à étendre les actifs acceptés comme couverture des provisions techniques. Des actifs verts sont désormais inclus pour favoriser les investissements dans le développement durable et l'environnement.
- En 2015, la **Central Bank of Nigeria** a établi le Anchor Borrower's Program, qui vise l'objectif général de mettre en rapport les petits exploitants avec les grandes entreprises de transformation pour augmenter l'inclusion financière. Pour atténuer l'impact du changement climatique sur les agriculteurs, le programme comprend une assurance fondée sur des indices de revenu, qui fournit des paiements automatiques aux agriculteurs en fonction des rendements agricoles prévus à l'aide de données satellitaires sur les précipitations. La Banque Centrale accorde également des subventions pour encourager les prêts bancaires aux petits exploitants confrontés aux risques climatiques.



Culture maraîchère à petite échelle en Afrique, Karshi, Nigeria. Décembre 2018. (Photo de Tayvay / Shutterstock)

› Les partenariats public-privé au Pérou ont permis ces dernières années de développer des mécanismes de transfert de risques climatiques, tels que l'assurance agricole. Par exemple, une assurance agricole contre les catastrophes (SAC) a été mise en place en 2008 par le Ministère de l'Agriculture en tant que produit d'assurance entièrement subventionné par le gouvernement. Ce produit vise à réduire les impacts du changement climatique pour les agriculteurs des régions les plus pauvres du pays, en leur offrant une couverture d'assurance contre les événements climatiques affectant leurs moyens de subsistance. Cette initiative a eu un impact substantiel sur l'inclusion financière en facilitant l'accès de milliers d'agriculteurs au système financier, grâce à l'ouverture de comptes bancaires pour les paiements des assurances. Les banques promeuvent activement les produits d'assurance agricole en les conditionnant avec leurs prêts.

Dans le cadre de la stratégie du gouvernement péruvien pour mitiger les impacts du changement climatique, des tables rondes entre les secteurs public et privé ont été mises en œuvre depuis 2015. Ces réunions sur les mécanismes de transfert de risques climatiques ont abouti à de nombreuses améliorations pour le SAC. Par exemple, des indemnités plus élevées pour les agriculteurs et davantage de régions couvertes par l'assurance (14 régions sur 25 à travers le pays). En effet, plus d'un million d'hectares ont été couverts par le SAC pendant la campagne 2019-2020 ce qui représente plus de 460 000 agriculteurs. De plus, le Ministère de l'Agriculture a lancé une assurance agricole partiellement subventionnée en 2020, afin de donner accès à l'assurance aux agriculteurs à faible revenu qui peuvent se permettre de payer une partie des primes, ce qui signale le début d'une deuxième étape de sa stratégie nationale d'assurance contre les risques naturels.



Des Fidjiens qui courent pour trouver un abri lors du cyclone tropical Winston, îles Yasawa, Fidji. Décembre 2016. (Photo de chameleonseye / iStock)

## GARANTIES DE CRÉDIT

Grâce aux garanties de crédit, les banques centrales ou tout tiers garant peuvent couvrir les pertes sur prêts, en tout ou en partie, pour encourager les prêts aux secteurs prioritaires à haut risque.

- › Dans le cadre du système incitatif de partage de risques pour les prêts agricoles au Nigéria (NIRSAL pour son sigle en anglais), la Central Bank of Nigeria garantit 50 % de la perte si un petit agriculteur ne peut pas rembourser un prêt. NIRSAL comprend un fonds de partage de risques à hauteur d'US\$300 millions au moyen duquel entre 30 et 75 pourcent des risques des banques commerciales sur des prêts agricoles sont partagés avec la banque centrale. En groupant l'assurance des risques climatiques avec les prêts subventionnés et les garanties de crédit, l'impact s'amplifie.
- › La **Bank of Ghana** a appuyé l'élaboration et la mise en œuvre initiale du système ghanéen de partage de risques basé sur des incitatifs pour les prêts agricoles (GIRSAL pour son sigle en anglais). Le GIRSAL a été créé pour augmenter le montant total des crédits disponibles pour les secteurs agricole et agro-industriel en réduisant le risque du financement agricole par l'émission d'instruments de garantie de crédits agricoles. Le GIRSAL est géré comme une société dont le Ministère des Finances est le principal actionnaire. La garantie de crédit du GIRSAL couvre le financement de toute la chaîne de valeur (horticulture, céréales, arboriculture, racines et tubercules, légumineuses et volailles) et comprend des produits d'assurance pour les petits exploitants<sup>73</sup>.

## ARGENT MOBILE POUR LES PAIEMENTS G2P

Les paiements gouvernementaux de protection sociale par le biais de systèmes liés à l'épargne peuvent aider à l'intégration des personnes non bancarisées dans le système financier traditionnel<sup>74</sup>. Les paiements du gouvernement aux particuliers (G2P) que l'argent mobile rend possibles, représentent un moyen rapide et efficace de distribuer les paiements sociaux et ont été utilisés pour atteindre les populations vulnérables à la suite d'événements climatiques extrêmes.

- › Le **gouvernement des Fidji** a utilisé les paiements mobiles pour décaisser les fonds de son « Initiative d'aide aux foyers » aux personnes touchées par le cyclone tropical Winston. La plateforme M-PAiSA de Vodafone Fiji s'est avérée être un canal efficace pour la distribution des paiements d'aide. Au total l'aide financière a touché 32 800 ménages au moyen du portefeuille mobile de M-PAiSA.

<sup>73</sup> GIRSAL

<sup>74</sup> UNCDF, 2012



## RETRAITS ANTICIPÉS DE FONDS DE PENSION

Le retrait anticipé des fonds de pension est un moyen de veiller à ce que les gens aient accès aux ressources immédiatement après une catastrophe pour reconstruire ou maintenir leur entreprise à flot.

- À la suite du cyclone Pam, le gouvernement de Vanuatu a permis aux personnes affectées le retrait de 20 pourcent de leurs comptes de retraite pour la reconstruction de leurs maisons. La **Reserve Bank of Vanuatu** cherche maintenant des alternatives pour veiller à ce que des événements climatiques chaque fois plus fréquents ne débouchent pas sur des retraits trop importants des fonds de pension, ce qui comprend faciliter l'accès aux liquidités pour le secteur financier.
- De même, dans le sillage du cyclone tropical Winston, le fonds de prévoyance nationale, le **Fiji National Provident Fund** a fourni de l'aide de secours aux membres à travers son fonds de retraite. Les membres directement affectés par le cyclone pouvaient solliciter de l'aide d'urgence, et des prestations d'entre US\$500 et US\$2 500 ont été versées selon l'éligibilité. Au total, 182 571 demandes, représentant environ 45 pourcent de tous les membres et 80 pourcent des membres actifs, ont été traitées et environ 130 millions de dollars ont finalement été versés.

## DISPOSITIFS DE RÉHABILITATION POST-CATASTROPHE

Les mécanismes post-catastrophe sont des éléments importants de la résilience face au climat et aux désastres. Ils aident au rétablissement rapide des institutions financières et de leurs clients et veillent à ce que les activités économiques puissent reprendre immédiatement après des ravages.

Le programme d'assistance aux institutions financières en milieu rural/programme de secours en cas de désastre a été lancé en 2007 aux Philippines en tant que programme destiné aux banques d'épargne rurales, aux banques rurales et aux banques coopératives pour aider à financer les activités de relèvement rapide et de reconstruction dans les zones touchées par les typhons, les catastrophes et autres calamités naturelles. Le programme est une initiative conjointe du groupe de travail sur le programme de renforcement d'institutions financières rurales dont les membres sont le Bangko Sentral ng Pilipinas, la Philippine Deposit Insurance Corporation et la Land Bank of the Philippines.

- Un autre exemple est celui du **Natural Disaster Rehabilitation Facility aux Fidji** (mécanisme de réhabilitation en cas de catastrophe naturelle) qui est un programme de résilience et d'adaptation face au climat auquel les entreprises et les propriétaires affectés peuvent demander du financement pour remplacer des stocks endommagés, la perte des

ventes, y compris les fonds de roulement ; réparer ou remplacer des installations, de l'équipement et des machines abîmés ; reconstruire les bâtiments endommagés, y compris stations et hôtels, et remplacer les véhicules de travail. Les entreprises peuvent demander du financement jusqu'à l'équivalent d'US\$235 000 à un taux d'intérêt maximal de 5 % par an, tandis que les propriétaires de maisons peuvent solliciter jusqu'à l'équivalent d'US\$2 350 à un taux d'intérêt maximal de 4,5 pourcent par an. Ce service était disponible dans toutes les banques commerciales, la Fiji Development Bank et les établissements de crédit autorisés.

Dans les pays qui ont lutté contre les impacts du changement climatique, les régulateurs financiers ont pris des mesures politiques pour soutenir les secteurs sensibles au climat, en particulier l'agriculture, afin de veiller à la continuité des flux financiers en mettant en place des mécanismes de partage de risques. Bien que la protection sociale n'entre généralement pas dans le cadre de la réglementation financière, les régulateurs financiers ont pris des initiatives pour accélérer la distribution des paiements sociaux, en particulier dans les événements post-catastrophe, au moyen d'environnements réglementaires propices tels que les mécanismes de paiement mobile et de transfert monétaire. Ces actions politiques ont notamment aidé à répartir les risques financiers et ont permis aux institutions financières de soutenir les actions climatiques.

## DÉFIS DES POLITIQUES DE PROTECTION

Comme il arrive dans n'importe quelle situation où le risque est partiellement à la charge d'un décisionnaire, le partage de risques comporte des conséquences. Certains d'entre elles sont bien accueillies ; par exemple, le fait d'avoir une assurance incite davantage les agriculteurs à faire des investissements agricoles productifs que de recevoir des subventions en espèces<sup>75</sup>. D'autres effets peuvent ne pas être aussi souhaitables, comme le fait que les bénéficiaires adoptent des comportements plus exposés aux risques.

Avec des politiques de protection comme l'assurance, l'accès et la diffusion peuvent s'avérer problématiques. La coordination nationale entre les acteurs concernés est essentielle pour veiller à ce que les initiatives d'assurance soient correctement conçues et mises en œuvre. Avec les nouveaux produits d'assurance de risques climatiques, l'accès aux données appropriés peut aussi être difficile.

# PRÉVENTION



Les politiques de prévention visent à éviter des résultats indésirables en diminuant les risques financiers, sociaux et environnementaux.

PARAGUAY	BRÉSIL	PAKISTAN	NÉPAL	BANGLADESH
Guide flexible pour la gestion de risques sociaux et environnementaux ce qui encourage l'inclusion des risques non financiers dans les décisions de crédit	Publication de directives détaillées pour appuyer l'adoption de politiques de responsabilité sociale et environnementale et faire de l'application de ces directives une condition de fonctionnement des banques commerciales	Publication de lignes directrices vertes contenant un volet important sur l'ERM qui offre aux banques des conseils pour qu'elles développent des produits et services verts	Adoption de lignes directrices sur la gestion de risques sociaux et environnementaux visant les banques et institutions financières et portant sur les prêts bancaires aux PME, le leasing commercial, le financement à terme et le financement de projets	Introduction d'une directive sur la gestion de risques environnementaux et d'une liste de vérification de la diligence raisonnable environnementale pour les institutions réglementées



Les membres de l'AFI adoptent de plus en plus des lignes directrices sur la gestion de risques environnementaux et sociaux (ESRM), qui évaluent et traitent les externalités et les risques sociaux et environnementaux des activités des institutions financières. En exigeant de prêter attention à ces sous-produits, aux effets secondaires et aux conséquences imprévues du financement, une politique d'ESRM crée non seulement un environnement plus holistique pour la finance, mais réduit également le risque financier, social et environnemental.

#### LIGNES DIRECTRICES E (S) RM

- › La **Bangladesh Bank** a été l'une des premières institutions membres de l'AFI à introduire des lignes directrices de gestion de risques environnementaux (ERM)<sup>76</sup> et des listes de vérification de la diligence raisonnable environnementale. Celles-ci ont été originellement rédigées en conformité avec les engagements du Bangladesh avec les Objectifs de Développement du Millénaire de l'ONU (ODM) et ont été prévues pour permettre aux banques commerciales d'évaluer le risque de façon plus précise et de financer des projets écosensibles. La Bangladesh Bank a organisé depuis une série de consultations avec de multiples parties prenantes pour mettre à jour son ERM comme orientation pour la gestion de risques environnementaux et sociaux pour les banques et les institutions financières.
- › Pendant ce temps, le **Banco Central do Brasil** a publié des directives détaillées pour soutenir l'adoption d'une politique de responsabilité sociale et environnementale (Política de Responsabilidade Socioambiental, ou PRSA) et a fait de l'application de ces directives une condition de fonctionnement des banques commerciales. La banque centrale a également fait d'autres efforts pour intégrer l'ESRM dans la gestion et les opérations des banques commerciales, notamment en exigeant des banques qu'elles se soumettent aux tests de résistance environnementale et sociale, collectent des données sur les pertes financières dues aux dommages environnementaux et présentent un rapport annuel sur ces questions à la banque centrale.

Le Pakistan, le Népal et le Paraguay ont introduit des E (S) RM plus récemment avec des approches plus flexibles.

- › En 2017, la **State Bank of Pakistan** a publié des directives bancaires vertes avec un volet important sur la ERM qui offre des conseils aux banques sur le développement de leurs propres produits et services

de financement verts. Les lignes directrices prévoient également que les banques réduisent leur impact environnemental dans leurs succursales et sièges sociaux. Les risques sociaux ne sont pas compris dans ces lignes directrices.

- › En 2018, la **Nepal Rastra Bank** a adopté des lignes directrices pour la gestion de risques environnementaux et sociaux visant les banques et les institutions financières, qui s'appliquent au crédit bancaire aux PME, le leasing commercial, le financement à terme et le financement de projets. Les banques ou les institutions financières engagées dans ces activités sont tenues de créer des systèmes de gestion environnementale et sociale, et les lignes directrices comprennent une série d'outils et de modèles pour aider dans cet effort.
- › La **Banco Central del Paraguay** a modelé son approche ERM sur celle du Népal, ce qui se reflète dans un guide plutôt flexible pour la gestion de risques environnementaux et sociaux (2018) encourageant l'inclusion du risque non financier dans les décisions de crédit.

Les réglementations ESRM peuvent être volontaires ou obligatoires et peuvent être mises en œuvre à l'initiative du secteur financier ou du régulateur.

Afin de garantir des règles du jeu équitables pour toutes les institutions financières, les règles ESRM devraient tâcher de couvrir un ensemble le plus large possible d'institutions financières et devenir obligatoires plutôt que volontaires une fois que le secteur financier a eu le temps pour s'y adapter. Cela empêchera l'arbitrage réglementaire et le contournement délibéré des règles. L'adoption des règlements et des pratiques de surveillance évoluent toujours au fur et à mesure que les régulateurs et l'industrie apprennent comment avancer.

#### DÉFIS DES POLITIQUES DE PRÉVENTION

Les directives ESRM exigent à la fois la formation du personnel des FSF et des ressources de supervision de la part du régulateur. Avec des directives volontaires, il y a un risque que peu de FSF les appliquent. Un autre défi consiste à veiller à ce que la réalisation de vérifications de crédit plus approfondies n'entraîne pas l'exclusion financière. De plus, le champ d'application actuel des lignes directrices de l'ESRM pourrait être élargi pour inclure les émissions de gaz à effet de serre et tenir compte des besoins d'adaptation au changement climatique. Une utilisation plus large des lignes directrices de l'ESRM nécessiterait le renforcement des capacités des institutions de contrôle ainsi qu'une surveillance accrue de la conformité.

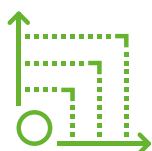
<sup>76</sup> Bangladesh Bank, 2017

# TENDANCES ET CONSIDÉRATIONS

Cette section du rapport met en relief quelques tendances émergentes liées à la finance verte et inclusive. La liste des tendances n'est pas exhaustive et fait ressortir certains points à prendre en considération. Bien que certaines des informations contenues dans cette section aient été fournies par des membres de l'AFI, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les opinions de ces membres.

## COOPÉRATION INTERRÉGLEMENTAIRE AU SEIN DES PAYS

La coopération interréglementaire devient de plus en plus courante dans les domaines d'activité des membres de l'AFI, en particulier en ce qui concerne la promotion et la provision de la finance verte et inclusive. Cela est probablement dû au fait que les clients ont besoin de plusieurs produits financiers pour pouvoir aborder la vulnérabilité au, ou l'atténuation du changement climatique, tels que l'assurance, le crédit et le renforcement capacités. Ceci se traduit par des réponses à plusieurs volets de la part des décideurs et des régulateurs. C'est aussi probablement le résultat du besoin de plus en plus urgent de soutien financier pour faire face à l'adaptation au changement climatique parmi les plus vulnérables. En outre, les régulateurs financiers peuvent jouer un rôle essentiel dans l'orientation des ressources financières pour soutenir les contributions déterminées au niveau national Nationally Determined Contributions, NDC en anglais et les objectifs climatiques plus larges.



Les régulateurs financiers peuvent jouer un rôle essentiel dans l'orientation des ressources financières pour soutenir les NDC et les objectifs climatiques plus larges.

L'Arménie, Fidji, le Bangladesh, la Jordanie, les Philippines et le Sri Lanka ont tous créé des forums de coopération interréglementaire sur les politiques financières. Il s'agit notamment de la finance verte et inclusive et rassemble divers ministères et le secteur privé. Ce genre de coopération et de collaboration est plein de promesses pour la catalyse de la finance verte, inclusive et efficace.

## LIEN ENTRE STABILITÉ FINANCIÈRE, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET INCLUSION FINANCIÈRE

Compte tenu de la structure des systèmes financiers mondiaux, les effets économiques omniprésents du changement climatique préoccupent de plus en plus les décideurs du secteur financier, en particulier ceux qui ont un mandat implicite de protéger la stabilité financière. Tel que l'a déclaré l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre et envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique, Mark Carney, « Le changement climatique et les politiques d'atténuation connexes auront des répercussions importantes sur le fonctionnement des économies et des systèmes financiers<sup>77</sup> » et « dans la durée, les effets défavorables du changement climatique pourraient menacer la résilience économique et la stabilité financière [et] les assureurs sont actuellement au premier plan<sup>78</sup>. »

L'une des voies par lesquelles le changement climatique affecte les systèmes financiers est le risque de transition, ou la transition vers des options vertes. Pour le secteur bancaire, cela se traduirait par l'exposition à des actifs délaissés dans les bilans des banques. Une autre voie est le risque physique, c'est-à-dire les effets directs des événements liés au changement climatique, tels que les inondations, les sécheresses et les tempêtes, sur l'économie. Ces événements peuvent nuire à la production agricole, ce qui pourrait, à son tour, affecter les prix des denrées alimentaires, un composant important de l'indice des prix à la consommation qui, à son tour, pourrait affecter la valeur des actifs financiers.

L'impact de ces événements ne s'arrête pas là. Le changement climatique aura d'autres effets généralisés, tels que la capacité des gens à continuer à vivre et travailler dans certaines régions, la destruction physique des actifs et la perte des moyens de subsistance, ainsi que la migration forcée.

Comme mentionné dans l'introduction de ce rapport, ces risques ont un impact sur l'inclusion financière, mais la résilience, la reprise et la reconstruction peuvent être considérablement améliorées grâce à l'inclusion financière.

La **Bangko Sentral ng Pilipinas**, la **Reserve Bank of Fiji** et la **Bangladesh Bank** ont toutes des politiques en

<sup>77</sup> Carney, M., 2015

<sup>78</sup> University of Cambridge Institute for Sustainability Leadership (CISL), 2016

place portant sur les liens entre la stabilité financière, le changement climatique et l'inclusion financière. Ce rapport décrit de telles politiques comme étant le « lien entre stabilité financière, changement climatique et inclusion financière. » Ces décideurs politiques ont répondu avec un ensemble de stratégies 4P, comprenant la collecte de données sur l'impact des catastrophes au niveau des agences bancaires et sur les clients des sociétés coopératives, et incitent les institutions financières à fournir du financement lié au climat aux MPME et aux personnes à faible revenu. Cette approche qui tient en compte ces liens devrait permettre le développement de politiques de finance verte et inclusive plus efficaces et qui seraient mises en place plus rapidement, étant donné que l'impératif de les développer fait partie du mandat principal de ces institutions financières. Les banques et les IMF sont également des canaux de distribution clés pour le financement climatique des petits projets verts, les interventions politiques sont donc nécessaires pour garantir la stabilité des institutions financières et procéder aux ajustements appropriés.

### LES MPME DANS L'ÉCONOMIE VERTE

Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) jouent un rôle essentiel dans le développement d'une économie verte, en particulier dans les pays en développement où elles représentent en moyenne 90% des entreprises privées<sup>79</sup>. Étant donné la nature innovante du secteur, il est également important de réfléchir à la manière dont les MPME pourraient mener l'action climatique, à la fois dans les efforts d'atténuation et d'adaptation. En tant que secteur clé du développement économique, les MPME doivent devenir plus résilientes face aux chocs économiques des catastrophes d'origine climatique, mais elles font face à un certain nombre de défis dont l'accès limité au financement climatique en raison de la fragilité des politiques et des connaissances, la faible sensibilisation et d'autres facteurs économiques<sup>80</sup>. Étant donné la taille relativement petite de ces entreprises, le financement est difficile à obtenir. Les obligations vertes pour les MPME ont suscité de l'intérêt en tant que moyen de mobilisation de ressources pour l'action climatique, mais étant donné que les petits projets verts ne nécessitent pas individuellement les montants importants que les obligations peuvent générer, l'agrégation de ces projets par des intermédiaires financiers devient vitale.

Les régulateurs financiers peuvent influencer le discours et proposer des politiques permettant de mettre le financement à la disposition du secteur, veiller à ce que le financement vert ait une portée diverse, non seulement pour les efforts d'atténuation et d'adaptation à grande échelle, mais aussi pour les MPME. Cela peut se produire à travers l'ensemble de politiques décrites dans le récent rapport de l'AFI, *Inclusive Green Finance Policies for MSMEs* (politiques de finance

verte et inclusive pour les MPME)<sup>81</sup>, mais idéalement intégrées dans des cadres et stratégies nationaux appropriés. La mobilisation de ressources par le biais des investissements en actions vertes auprès des petits investisseurs, le financement participatif et d'autres sources peuvent également être envisagées pour le soutien des MPME vertes. L'impact collectif des petits projets verts peut être considérable et jouer un rôle vital dans le développement des économies bas carbone.

### TIRER PARTI DE LA FINANCE NUMÉRIQUE POUR ACCÉLÉRER L'ACTION CLIMATIQUE

La plupart des membres de l'AFI ont mis en place des environnements propices pour accélérer l'inclusion financière grâce aux services financiers numériques. Étant donné que ceux qui ont le plus besoin d'une plus grande inclusion financière sont également les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, il est impératif que le discours sur l'action climatique incorpore l'inclusion financière. L'intégration des technologies émergentes dans le système financier pour favoriser l'inclusion financière est un développement radical en soi. L'ajout de l'action climatique à l'équation changera davantage le paysage du système financier mondial.

L'enquête du PNUÉ sur les technologies financières et le développement durable a évalué le potentiel et les risques des technologies financières, et l'une des conséquences imprévues qu'elle a identifiées était la transformation de l'ensemble du système financier pour s'aligner sur les ODD<sup>82</sup>. Dans la recherche de solutions innovantes pour mobiliser des ressources financières pour l'action climatique, le big data et les écosystèmes sont des domaines politiques sur lesquels les régulateurs financiers doivent faire peser leur influence.



A la recherche de solutions innovantes pour mobiliser des ressources financières pour l'action climatique, le big data et les écosystèmes constituent un domaine politique sur lequel les régulateurs financiers doivent peser.

Cela deviendra particulièrement important au fur et à mesure que les institutions financières expérimentent des technologies émergentes pour étendre leur marché et améliorer leur efficacité opérationnelle, notamment la blockchain, l'Internet des objets Internet of Things (IoT en anglais) et l'intelligence artificielle. Des questions telles que l'utilisation éthique des données, la transparence, la confidentialité des données, la protection des consommateurs et bien d'autres doivent encore être discutées, mais ces technologies pourraient contribuer énormément à l'action climatique sans laisser personne de côté.

79 Dalberg, 2015

80 Ibid.

81 Alliance for Financial Inclusion, 2020

82 UNEP Inquiry, 2016b

## CONCLUSION

# VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Conformément à l'accord de Charm el-Cheikh sur l'inclusion financière, le changement climatique et la finance verte, les politiques en matière de finance verte et inclusive deviennent un outil important pour atteindre les objectifs de développement durable visant à réduire la pauvreté, lutter contre le changement climatique, accroître l'inclusion financière, renforcer la résilience et maintenir la stabilité financière. Les membres de l'AFI ouvrent la voie à l'élaboration de politiques de finance verte et inclusive.

Les membres interviewés pour ce rapport ont souligné que les principaux bénéficiaires des politiques d'inclusion financière sont aussi souvent les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Les bénéficiaires des politiques de finance verte et inclusive comprennent les MPME dans des secteurs qui sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques, comme l'agriculture et le tourisme. Les bénéficiaires comprennent également les personnes et les ménages dont les secteurs sensibles au climat constituent leur principal moyen de subsistance, ou ceux qui vivent dans la pauvreté relative dans des régions touchées par des événements induits par le changement climatique. Comme bon nombre de ces personnes et MPME peuvent apporter des contributions importantes à l'atténuation du changement climatique, il est logique que les politiques d'inclusion financière prennent en compte le changement climatique, et vice versa.

Les membres de l'AFI reconnaissent que les institutions financières peuvent également être exposées aux risques du changement climatique et que cela affecterait leur capacité à atteindre leurs objectifs d'inclusion financière<sup>83</sup>. Cela, à son tour, pourrait entraîner des risques systémiques, créant ce que l'on appelle le rapport changement climatique-inclusion financière-stabilité financière. Ces préoccupations ne sont pas exclusives des membres de l'AFI, comme en témoignent des initiatives telles que le Réseau pour l'écologisation du système financier (Network for Greening the Financial System, NGFS en anglais), un groupe de banques centrales et de superviseurs désireux de « partager les meilleures pratiques et de contribuer au développement de la gestion de risques environnementaux et climatiques dans le secteur financier, et de les mobiliser pour soutenir la transition vers une économie durable<sup>84</sup>. »

Les politiques qui reposent sur une combinaison d'incitatifs et de réglementations claires pourraient constituer une orientation future importante pour les décideurs de l'IGF. La collaboration entre les régulateurs du secteur financier, les organisations gouvernementales et le secteur privé est une autre considération importante et devient de plus en plus fréquente. Dans plusieurs pays du réseau de l'AFI des décideurs du secteur financier contribuent à la politique climatique aux côtés du secteur privé et d'autres organismes gouvernementaux.

Le cadre 4P développé par l'AFI a donné un élan à ses membres pour mettre en œuvre des politiques d'inclusion financière qui soutiennent l'atténuation et l'adaptation face aux changements climatiques.

Ces politiques peuvent poser des défis, mais elles sont des éléments de base importants pour atteindre les objectifs mondiaux d'inclusion financière et de changement climatique, en particulier en ce qui concerne les MPME, les populations pauvres et vulnérables : les clients des institutions financières que les membres de l'AFI réglementent.

S'il est important de célébrer les progrès, l'ampleur de l'exclusion financière et de la pauvreté dans de nombreux pays, l'impact disproportionné du changement climatique sur les pays et les communautés les plus pauvres et les impératifs assortis d'échéances contenus dans l'accord de Paris et les ODD, sont des signes pour les membres de l'AFI de l'existence d'un créneau important pour le développement de politiques IGF robustes.

Il est à espérer que ce rapport et l'approche d'apprentissage entre pairs de l'AFI, combinés aux orientations réglementaires et au leadership politique du groupe de travail de l'AFI sur la finance verte inclusive, seront des ressources importantes pour les membres de l'AFI pour faire progresser ces opportunités et renforcer la durabilité du secteur financier.



<sup>83</sup> Alliance for Financial Inclusion, 2011

<sup>84</sup> Network for Greening the Financial System (réseau pour l'écologisation du système financier)

## ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

<b>ACAPS</b>	Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale, Maroc	<b>IRDA</b>	Insurance Regulation and Development Authority, Bangladesh (autorité de réglementation et développement du secteur assurances)
<b>AFI</b>	Alliance for Financial Inclusion	<b>MDG</b>	Millennium Development Goals (Objectifs du Millénaire pour le Développement)
<b>AINA</b>	Agricultural Insurers' National Agency (agence nationale des assureurs agricoles)	<b>MSME (MPME)</b>	Micro Small and Medium Enterprises (micro, petites et moyennes entreprises)
<b>BAM</b>	Bank Al-Maghrib	<b>NDC</b>	Nationally Determined Contributions (contributions déterminées au niveau national)
<b>BCRA</b>	Banco Central de la República Argentina	<b>NFIS (SNIF)</b>	National Financial Inclusion Strategy (Stratégie Nationale d'Inclusion Financière)
<b>BOE</b>	Bank of Egypt	<b>NGFS</b>	Network for Greening the Financial System (réseau pour l'écologisation du système financier)
<b>BoG</b>	Bank of Ghana	<b>NIRSAL</b>	Nigeria Incentive-Based Risk- Sharing for Agricultural Lending System (système de partage de risques fondé sur incitatifs pour prêts agricoles)
<b>BoT</b>	Bank of Thailand	<b>NOAA</b>	National Oceanic and Atmospheric Administration
<b>BSOS</b>	Banking Sectoral Outlook Survey (Enquête sur les perspectives du secteur bancaire)	<b>ODA</b>	Official Development Assistance
<b>BSP</b>	Bangko Sentral ng Pilipinas (Banque Centrale des Philippines)	<b>PAGASA</b>	Philippine Atmospheric, Geophysical and Astronomical Services Administration
<b>CBE</b>	Central Bank of Egypt	<b>PAYG</b>	Pay As You Go (Payer au fur et à mesure)
<b>CBSL</b>	Central Bank of Sri Lanka	<b>PRSA</b>	Política de Responsabilidade Socioambiental, Brazil
<b>CCC</b>	Climate Change Commission, Philippines	<b>RBV</b>	Reserve Bank of Vanuatu
<b>CSA</b>	Climate-Smart Agriculture (Agriculture intelligente face au climat)	<b>SASB</b>	Sustainability Standards Accounting Board (conseil de comptabilité des normes de durabilité)
<b>RSE</b>	Responsabilité sociale de l'entreprise	<b>SBP</b>	State Bank of Pakistan
<b>ENSO</b>	El Nino Southern Oscillation (El Nino oscillation australe)	<b>SBS</b>	Superintendencia de Banca, Seguros y AFP (Direction Générale de Banque, Assurance et Fonds de Pension)
<b>ERM</b>	Environmental Risk Management (Gestion de risques environnementaux)	<b>SDG</b>	Sustainable Development Goals (Objectifs de Développement Durable)
<b>ESG</b>	Environmental Social and Governance	<b>SEEREP</b>	Seychelles Energy Efficiency and Renewable Energy Program
<b>ESRM</b>	Environmental and Social Risk Management (Gestion de risques environnementaux et sociaux)	<b>SEPS</b>	Superintendencia de Economía Popular y Solidaria, Ecuador
<b>FAO</b>	Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	<b>SME</b>	Small and Medium Enterprises (Petites et Moyennes Entreprises)
<b>FCA</b>	Financial Conduct Authority (autorité de surveillance du marché financier)	<b>UN</b>	Nations Unies
<b>FEBRABAN</b>	Federação Brasileira de Bancos	<b>UNEP</b>	United Nations Environment Program (Programme des Nations Unies pour l'Environnement)
<b>G2P</b>	Government-to-Person	<b>WWF</b>	World Wide Fund for Nature (Fonds mondial pour la nature)
<b>GAF</b>	Fonds germano-arménien		
<b>GIRSAL</b>	Ghana Incentive-Based Risk-Sharing System for Agricultural Lending for Agricultural Lending (système de partage des risques fondé sur incitatifs pour prêts agricoles)		
<b>IACSF</b>	Inter-Agency on Sustainable Finance, Philippines		
<b>IGF</b>	Inclusive Green Finance (finance verte et inclusive)		
<b>IPCC</b>	d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)		



## GLOSSAIRE DE TERMES

EXPLICATION DES	TERMES
<b>Adaptation (au changement climatique)</b>	Le processus d'ajustement au climat actuel ou prévu, et ses effets dans les systèmes humains, l'adaptation vise à en atténuer les dommages ou à en exploiter les opportunités bénéfiques. Dans les systèmes naturels, l'intervention humaine peut faciliter l'adaptation au climat attendu et à ses effets <sup>85</sup> . « Adaptation au climat » et « adaptation » sont utilisées de façon interchangeable tout au long de ce rapport.
<b>Capacité d'adaptation</b>	La capacité des systèmes, des institutions, des humains et d'autres organismes à s'adapter aux dommages potentiels, pour profiter des opportunités ou réagir aux conséquences <sup>86</sup> .
<b>Financement concessionnel</b>	Mécanismes de financement offrant certains avantages aux emprunteurs qui ne sont pas disponibles sur le marché. Les avantages typiques comprennent des périodes de récupération plus longues, des taux d'intérêt inférieurs ou nuls ou le financement des aspects à haut risque d'un projet.
<b>El Niño</b>	El Niño est un modèle climatique qui décrit le réchauffement inhabituel des eaux de surface dans l'est de l'océan Pacifique tropical. El Niño est la « phase chaude » d'un phénomène plus vaste appelé El Niño : Oscillation australe (ENSO). La Niña, la « phase froide » de l'ENSO, est un schéma qui décrit le refroidissement inhabituel des eaux de surface de la région. El Niño et La Niña sont considérés comme la partie océanique de l'ENSO, tandis que l'oscillation australe correspond aux changements atmosphériques <sup>87</sup> .
<b>Inclusion Financière</b>	Il n'y a pas de définition unique de l'inclusion financière et l'AFI encourage les pays à adopter des définitions nationales adaptées à leur propre situation et de mettre en relief les éléments clés à être considérés, par exemple, l'accès, l'utilisation et la qualité <sup>88</sup> .
<b>Financièrement exclus</b>	Les adultes qui n'utilisent pas de produits financiers, formels ou informels, pour gérer leur vie financière.
<b>Subvention</b>	Un financement qui ne produit pas de rendement financier. La plupart des subventions ne sont pas remboursables et peuvent donc être considérées comme une sorte de donation. Il existe des subventions remboursables, mais elles sont généralement classées comme des prêts sans intérêts.
<b>Infrastructure</b>	L'environnement bâti, y compris les routes, l'énergie, les transports et les systèmes de réticulation de l'eau, bâtiments et logements.
<b>Atténuation/ Mitigation (du changement climatique)</b>	Intervention humaine visant à réduire les sources, ou à multiplier les puits, de gaz à effet de serre (GES). Le cinquième rapport d'évaluation du GIEC <sup>89</sup> évalue les interventions humaines pour réduire les sources d'autres substances qui peuvent contribuer directement ou indirectement à limiter les changements climatiques, notamment: la réduction des émissions de particules qui peuvent modifier directement le bilan radiatif (par exemple noir de carbone) ou des mesures de contrôle des émissions de monoxyde de carbone, oxydes d'azote (NOx), composés organiques volatils (COV) et autres polluants pouvant altérer la concentration d'ozone troposphérique (O3), qui a un effet indirect sur le climat <sup>90</sup> .
<b>Financement non concessionnel</b>	Structures de financement offrant des rendements financiers et reflétant ce qui est généralement proposé sur le marché.
<b>Réserves obligatoires</b>	Le montant total des fonds qu'une banque détient en réserve pour garantir qu'elle est en mesure de faire face à ses engagements en cas de retraits soudains. Il s'agit d'un pourcentage des dépôts de la banque. La banque centrale du pays en question en définit le taux de pourcentage <sup>91</sup> .
<b>Vulnérabilité</b>	La propension ou la prédisposition à être affecté(e) négativement. La vulnérabilité englobe une diversité de concepts, y compris la sensibilité ou la propension aux dommages et le manque de capacité pour y faire face et s'adapter <sup>92</sup> .
<b>Dépréciation</b>	Une dépréciation est une transaction comptable effectuée lorsque la juste valeur (déterminée par le marché) d'un actif est inférieure à la valeur comptable. Un actif qui a été déprécié est donc appelé un actif déprécié <sup>93, 94</sup> .

85 IPCC, Glossary of acronyms and specialised terms.

86 Ibid.

87 National Geographic Society, El Niño encyclopaedic entry.

88 Alliance for Financial Inclusion, 2017

89 IPCC, 2014b

90 IPCC, Glossary of acronyms and specialised terms.

91 Amadeo, 2020

92 IPCC, Glossary of acronyms and specialised terms.

93 Investopedia, définition de «write-down» (dépréciation)

94 International Accounting Standards Board, 2011

# ANNEXE 1 : ENQUÊTE AUPRÈS DES MEMBRES DE L'AFI AU SUJET DE LA FINANCE VERTE ET INCLUSIVE

## MÉTHODOLOGIE

L'AFI a développé une enquête pour faire l'état des lieux des pratiques en matière de finance verte et inclusive parmi les institutions membres de l'AFI. L'enquête se concentre sur cinq thèmes :

- i) les mandats et les raisons institutionnels pour lesquels les régulateurs du secteur financier s'occupent du changement climatique ;
- ii) les stratégies financières nationales pertinentes du secteur ;
- iii) les politiques visant les personnes et les MPME pour l'adaptation et la mitigation face au changement climatique ;
- iv) les définitions et les critères pour l'octroi de prêts verts ; et
- v) la coordination institutionnelle entre régulateurs financiers et agences responsables du changement climatique.

L'enquête a été menée auprès des décideurs de 23 pays du réseau de l'AFI : Argentine, Arménie, Bangladesh, Brésil, Cambodge, Costa Rica, Équateur, Égypte, Fidji, Ghana, Jordanie, Mongolie, Maroc, Népal, Nigéria, Paraguay, Philippines, Rwanda, Sri Lanka, Tanzanie, Thaïlande, Vanuatu et Zimbabwe.

La plupart des entretiens ont été menés par téléphone ou en personne, bien que dans quelques cas, des réponses écrites aient été soumises.

Le rapport présente également cinq exemples de politiques de cinq pays, extraits du rapport 2019 de l'AFI, Inclusive Green Finance for MSMEs. Des représentants des membres de l'AFI du Pérou, des Philippines, du Pakistan, des Seychelles et de l'Eswatini ont été interviewés pour l'étude des MPME. Seuls deux pays, les Seychelles et l'Eswatini, ont été interviewés pour l'étude des MPME mais pas pour l'étude du paysage des politiques de l'IGF.



Des membres de l'IGFWG au Global Policy Forum 2019 à Kigali, Rwanda.

## ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS

N°	PERSONNE INTERVIEWÉE	ORGANISATION	PAYS
1	Germán San Lorenzo	Banco Central de la República Argentina (Banque Centrale de la République Argentine)	Argentine
2	Ani Badalyan	Central Bank of Armenia	Arménie
3	Anna Vardikyan	Central Bank of Armenia	Arménie
4.	Armenuhi Mkrtchyan	Central Bank of Armenia	Arménie
5	Asif Iqbal	Bangladesh Bank	Bangladesh
6	Kamarul Hoque Maruf	Insurance Development and Regulatory Authority	Bangladesh
7	Pinaki Sarker	Bangladesh Bank	Bangladesh
8	Enrico Dalla Riva	Banco Central do Brasil	Brésil
9	Stanislaw Zmitrowicz	Banco Central do Brasil	Brésil
10	Som Kossom	National Bank of Cambodia	Cambodge
11	Reaksmey Mak	National Bank of Cambodia	Cambodge
12	Seng Youraden	National Bank of Cambodia	Cambodge
13	Sok Sopheaktra	National Bank of Cambodia	Cambodge
14	Cristian Vega Cespedes	Superintendencia General de Entidades Financieras (SUGEF) de Costa Rica	Costa Rica
15	Guillermo Vilac	Superintendencia de Economía Popular y Solidaria	Équateur
16	Khaled Bassiouny	Central Bank of Egypt	Egypt
17	Walid Ali	Central Bank of Egypt	Egypt
18	David Mfanimpela Myeni	Ministry of Finance	Eswatini
19	Christina Rokoua	Reserve Bank of Fiji	Fidji
20	Poasa Werekoro	Reserve Bank of Fiji	Fidji
21	Gladys Awuku	Bank of Ghana	Ghana
22	Stephen Armah	Bank of Ghana	Ghana
23	Jennifer Pérez	Superintendencia de Bancos de Guatemala	Guatemala
24	Ricardo Estrada	Superintendencia de Bancos de Guatemala	Guatemala
25	Amr Ahmad	Central Bank of Jordan	Jordanie
26	Waleed Samarah	Central Bank of Jordan	Jordanie
27	Baljmaa Naranjargal	Financial Regulatory Commission Mongolia	Mongolia
28	Naran Bajmaal	Financial Regulatory Commission Mongolia	Mongolia
29	El Anzaoui Ibtissam	Bank Al-Maghrib	Maroc
30	Ghita Tahiri	Bank Al-Maghrib	Maroc

N°	PERSONNE INTERVIEWÉE	ORGANISATION	PAYS
31	Najwa Mouhaouri	Bank Al-Maghrib	Maroc
32	Narayan Prasad Paudel	Nepal Rastra Bank	Népal
33	A'isha U. Mahmood	Central Bank of Nigeria	Nigéria
34	Malik Khan	State Bank of Pakistan	Pakistan
35	Muhammad Ishfaq	State Bank of Pakistan	Pakistan
36	Saeed Afgan	State Bank of Pakistan	Pakistan
37	Christian Tondo	Central Bank de Paraguay	Paraguay
38	Juan Carlos Chong	Superintendencia de Banca, Seguros y AFP (Direction Générale de Banque, Assurance et Fonds de Pension)	Pérou
39	Rochelle D. Tomas	Bangko Sentral ng Pilipinas (Banque Centrale des Philippines)	Philippines
40	Veronica Bayangos	Bangko Sentral ng Pilipinas (Banque Centrale des Philippines)	Philippines
41	Francoise Kagoyire	National Bank of Rwanda	Rwanda
42	James Rwagasana	National Bank of Rwanda	Rwanda
43	Audrey Chetty	Central Bank of Seychelles	Seychelles
44	W Ranaweera	Central Bank of Sri Lanka	Sri Lanka
45	Chatura Ariyadasa	Central Bank of Sri Lanka	Sri Lanka
46	Mohamed Sarjoon	Central Bank of Sri Lanka	Sri Lanka
47	Nangi Massawe	Central Bank of Tanzania	Tanzanie
48	Wichapon Suthasineenont	Bank of Thailand	Thaïlande
49	Swisa Ariyapruchoya	Bank of Thailand	Thaïlande
50	Alison N. Baniuri	Reserve Bank of Vanuatu	Vanuatu
51	Audrey Hove	Reserve Bank of Zimbabwe	Zimbabwe
52	Marvellous Kuzeya	Reserve Bank of Zimbabwe	Zimbabwe

## RÉFÉRENCES

**Agyeman, J., Bullard, R. and Evans, B. (eds.). 2003.** Just Sustainabilities : Development in an Unequal World (Soutenabilité Équitable : développement dans un monde inégal) MIT Press : Massachusetts. Disponible sur : <https://mitpress.mit.edu/books/just-sustainabilities>.

**Alliance for Financial Inclusion 2011.** La Déclaration Maya. Disponible sur : <https://www.afi-global.org/maya-declaration>.

**Alliance for Financial Inclusion, 2017a.** Defining Financial Inclusion. Guideline note N° 28. Disponible sur : <https://www.afi-global.org/publications/2523/Guideline-Note-28-Defining-Financial-Inclusion>.

**Alliance for Financial Inclusion 2017b.** The Sharm El Sheikh Accord on Financial Inclusion, Climate Change and Green Finance (L'accord de Charm el-Cheikh sur l'inclusion financière, le changement climatique et la finance verte) Disponible sur : <https://www.afi-global.org/publications/2638/Sharm-El-Sheikh-Accord-Financial-Inclusion-Climate-Change-Green-Finance>.

**Alliance for Financial Inclusion 2018.** The Nadi Action Agenda on Green Financial Inclusion (Le programme d'action Nadi sur l'inclusion financière verte) Disponible sur : <https://www.afi-global.org/sites/default/files/news/Nadi%20Action%20Agenda%202018.pdf>.

**Alliance for Financial Inclusion 2020.** Inclusive Green Finance for MSMEs. Disponible sur : <https://www.afi-global.org/publications/3289/Inclusive-Green-Finance-Policies-for-MSMEs>.

**Amadeo, K. March 16, 2020.** The Reserve Requirement and How It Affects Interest Rates (L'exigence de réserve et son incidence sur les taux d'intérêt) The Balance. Disponible sur : <https://www.thebalance.com/reserve-requirement-3305883>.

**Argentina Ministerio de Hacienda Presidencia de la Nación. (Ministère de Finance, Présidence de la Nation) 2019.** Estrategia Nacional de Inclusión Financiera. Disponible sur : <https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/estrategia-nacional-inclusion-financiera.pdf>.

**Banco Central de la República Argentina** Communication A6489. Disponible sur : <http://www.bcra.gob.ar/Pdfs/comytexord/A6489.pdf>.

**Bangko Sentral ng Pilipinas 2016.** Agricultural Value Chain Financing Framework (Cadre de financement de la chaîne de valeur agricole) Office of the Governor. Circular No. 908. Series of 2016 dated March 14, 2016. Disponible sur : <http://www.bsp.gov.ph/regulations/regulation.asp?Type=1&id=3589>.

**Bangko Sentral ng Pilipinas 2018.** Adoption of Policy Framework on the Grant of Regulatory Relief to Banks/ Quasi-Banks Affected by Calamities (Adoption d'un cadre politique sur l'octroi d'allègements réglementaires aux banques / quasi-banques affectées par des calamités) Office of the Governor. Circular No. 1017. Series of 2018 dated October 10, 2018. Disponible sur : <http://www.bsp.gov.ph/Regulations/Regulations.asp?Id=4044>.

**Bangladesh Bank 2017.** Guidelines on Environmental and Social Risk Management (ESRM) for Banks and Financial Institutions in Bangladesh (Lignes directrices sur la gestion de risques environnementaux et sociaux (ESRM) pour les banques et les institutions financières au Bangladesh) Disponible sur : [https://www.bb.org.bd/aboutus/regulationguideline/esrm\\_guideline\\_feb2017.pdf](https://www.bb.org.bd/aboutus/regulationguideline/esrm_guideline_feb2017.pdf).

**Bangladesh Bank 2019.** Strategic Plan 2020-2024. Available at : [https://www.bb.org.bd/aboutus/strategic\\_plan.php](https://www.bb.org.bd/aboutus/strategic_plan.php).

**Bank of England. 2020.** Climate change : what are the risks to financial stability? (Changement climatique : quels sont les risques pour la stabilité financière) Disponible sur : <https://www.bankofengland.co.uk/knowledgebank/climate-change-what-are-the-risks-to-financial-stability>.

**Bank of Ghana 2019.** Sustainable Banking Principles and Sector Guidance Notes (Principes bancaires durables et notes d'orientation sectorielles) Disponible sur : <https://www.bog.gov.gh/wp-content/uploads/2019/12/Ghana-Sustainable-Banking-Principles-and-Guidelines-Book-1.pdf>.

**Barbier, E. and Hochard, J. 2018.** The Impacts of Climate Change on the Poor in Disadvantaged Regions (Les impacts du changement climatique sur les pauvres dans les régions défavorisées) Review of Environmental Economics and Policy 12 (1) : 26-47. Disponible sur : <https://doi.org/10.1093/reep/rex023>.

**Brasil Ministério Público do Trabalho.** Banco da Amazônia S/A is ordered to pay R\$10 million (Banco da Amazônia S / A est condamnée à payer 10 millions de reais.) Disponible sur : <https://mpt.jusbrasil.com.br/noticias/101414/banco-da-amazonia-s-a-e-condenado-a-pagar-r-10-milhoes-pela-pratica-de-assedio-moral> and <https://bncnoticias.com/banco-da-amazonia-e-condenado-no-maranhao-por-conceder-credito-a-cliente-com-nome-na-lista-suja-do-trabalho-escravo/>.

**Brune, L. et al. 2016.** Facilitating savings for agriculture : Field experimental evidence from Malawi (Faciliter l'épargne pour l'agriculture : preuves expérimentales sur le terrain au Malawi) *Economic Development and Cultural Change* 64 (2) : 187-220. Disponible sur : <https://doi.org/10.1086/684014>.

**Carney, M. 2015.** "Breaking the tragedy of the horizon-climate change and financial stability" (Surmonter la tragédie de l'horizon : le changement climatique et la stabilité financière) Speech delivered at Lloyd's of London, London on September 29, 2015. Disponible sur : <https://www.bis.org/review/r151009a.pdf>.

**Castillo-Rubio, J.C. et al. 2016.** Fintech and Sustainable Development : Assessing the Impacts, UNEP (Fintech et développement durable : évaluation des impacts, PNUE) Disponible sur : [http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/12/Fintech\\_and\\_Sustainable\\_Development\\_Assessing\\_the\\_Implications\\_Summary.pdf](http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/12/Fintech_and_Sustainable_Development_Assessing_the_Implications_Summary.pdf).

**CCG Présentation.** Disponible sur : <http://www.ccg.ma/innovation/presentation.php>.

**Central Bank of Jordan 2016.** Fifty Third Annual Report. Disponible sur : <http://www.cbj.gov.jo/EchoBusV3.0/SystemAssets/1f339c1c-8792-4828-9121-a23353bbe1c3.pdf>.

**Central Bank of Nigeria. 2012.** Circular : Implementation of Sustainable Banking Principles by Banks, Discount Houses and Development Finance Institutions in Nigeria. (Circulaire : Mise en œuvre des principes bancaires durables par les banques, les caisses d'escompte et les institutions de financement du développement au Nigéria) Disponible sur : <https://www.cbn.gov.ng/out/2012/ccd/circular-nsbp.pdf>.

**Central Bank of Sri Lanka 2019.** Roadmap for Sustainable Finance in Sri Lanka (Feuille de route pour une finance durable au Sri Lanka) Disponible sur : <https://www.cbsl.gov.lk/sites/default/files/Sri%20Lanka%20Sustainable%20Finance%20Roadmap%20FINAL%2008.04.19.pdf>.

**CGAP. 2011.** Global Standard-Setting Bodies and Financial Inclusion for the Poor : Toward Proportionate Standards and Guidance (Organismes mondiaux de normalisation et inclusion financière pour les pauvres : vers des normes et des orientations proportionnées) White paper prepared by CGAP on behalf of the G20 Global Partnership for Financial Inclusion (Livre blanc préparé par le CGAP au nom du Partenariat mondial du G20 pour l'inclusion financière) Disponible sur : <https://www.cgap.org/sites/default/files/researches/documents/CGAP-White-Paper-Global-Standard-Setting-Bodies-Oct-2011.pdf>.

**Dalberg. 2015.** Increasing MSME access to climate finance (Accroître l'accès des MPME au financement climatique) Disponible sur : <https://cdkn.org/wp-content/uploads/2015/10/CDKN-Dalberg-Access-to-Finance-for-MSMEs-final-1.pdf>.

**De Nederlandsche Bank. Octobre 2017.** Evaluating the environmental impact of debit card payments" (Évaluation de l'impact environnemental des paiements par carte de débit) DNB Working Paper No. 574. Disponible sur : [https://www.dnb.nl/binaries/WorkingPaperNo.574\\_tcm46-364326.pdf](https://www.dnb.nl/binaries/WorkingPaperNo.574_tcm46-364326.pdf).

**Derman, B. 2014.** "Climate Governance, Justice and Transnational Civil Society", *Climate Policy* 14 (1) : 23 - 41. («Gouvernance climatique, justice et société civile transnationale») Disponible sur : <https://doi.org/10.1080/14693062.2014.849492>.

**Demircug-Kunt, A. et al. 2015.** The Global Findex Database 2014: Measuring Financial Inclusion around the World (La base de données mondiale Findex 2014: mesurer l'inclusion financière dans le monde). Washington, DC : World Bank Group. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/187761468179367706/The-Global-Findex-Database-2014-measuring-financial-inclusion-around-the-world>.

**EU Technical Expert Group on Sustainable Finance. (Groupe d'experts techniques de l'UE sur la finance durable) 2019.** Taxonomy Technical Report (Rapport technique de taxonomie) Disponible sur : [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/business\\_economy\\_euro/banking\\_and\\_finance/documents/190618-sustainable-finance-teg-report-taxonomy\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/business_economy_euro/banking_and_finance/documents/190618-sustainable-finance-teg-report-taxonomy_en.pdf).

**FinMark Trust. 2012a.** FinScope MSME Survey Malawi 2012. Disponible sur : [http://www.finmark.org.za/wp-content/uploads/2016/01/FSMalawiMSME\\_Rep2012FNL1.pdf](http://www.finmark.org.za/wp-content/uploads/2016/01/FSMalawiMSME_Rep2012FNL1.pdf).

**FinMark Trust. 2012b.** FinScope MSME Survey Mozambique 2012. Disponible sur : [http://www.finmark.org.za/wp-content/uploads/2016/01/Rep\\_FS\\_Mozambique\\_MSME\\_20121.pdf](http://www.finmark.org.za/wp-content/uploads/2016/01/Rep_FS_Mozambique_MSME_20121.pdf).

**FinMark Trust. 2012c.** FinScope MSME Survey Zimbabwe 2012. Disponible sur : [http://www.finmark.org.za/wp-content/uploads/2016/02/FinScope\\_Zimbabwe\\_Broch13FNL.pdf](http://www.finmark.org.za/wp-content/uploads/2016/02/FinScope_Zimbabwe_Broch13FNL.pdf).

**FinMark Trust. 2014.** FinScope Malawi 2014 Survey Results Brochure (Brochure des résultats de l'enquête FinScope Malawi 2014) Disponible sur : [http://www.finmark.org.za/wp-content/uploads/2014/08/Broch\\_Consumer\\_Malawi\\_2014-1.pdf](http://www.finmark.org.za/wp-content/uploads/2014/08/Broch_Consumer_Malawi_2014-1.pdf).

**FinMark Trust. 2015.** FinScope Consumer Survey Mozambique 2014 (Enquête auprès des consommateurs FinScope Mozambique 2014) Disponible sur : [http://www.finmark.org.za/wp-content/uploads/2015/09/Broch\\_FSMoz\\_Consumer\\_2014.pdf](http://www.finmark.org.za/wp-content/uploads/2015/09/Broch_FSMoz_Consumer_2014.pdf).

**FinMark Trust. 2019.** Measuring Progress : Financial Inclusion in SADC – 2019 Report (Mesurer les progrès : l'inclusion financière dans les SADC : communauté de développement de l'Afrique australe) Disponible sur : <http://finmark.org.za/measuring-progress-financial-inclusion-in-sadc-2019/>.

**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2017.** Climate Smart Agriculture Sourcebook, Second Edition. Disponible sur : <http://www.fao.org/3/a-i7994e.pdf>.

**GIRSAL 2020.** About us. Disponible sur : [https://www.girsal.com/about\\_us.php](https://www.girsal.com/about_us.php).

**Government of the Kingdom of Swaziland. 2017.** National Financial Inclusion Strategy for Swaziland 2017 - 2022 (Stratégie nationale d'inclusion financière pour le Swaziland 2017) Disponible sur : <https://www.afiglobal.org/sites/default/files/inline-files/National%20Financial%20Inclusion%20Strategy%20Swaziland%20Final.pdf>

**Green Taxonomy Committee (Comité de taxonomie verte) 2019.** Mongolian Green Taxonomy (Taxonomie verte mongole) Disponible sur : <http://toc.mn/ufiles/upload/files/1584076042163.pdf>. the Displaced (Intervention en cas de désastre : l'argent mobile pour les déplacés) Disponible sur : <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2015/01/Disaster-Response-Mobile-Money-for-the-Displaced.pdf>.

**Hallegatte, S. et al. 2016.** Shock Waves: Managing the Impacts of Climate Change on Poverty. (Ondes de choc : la gestion de l'impact du changement climatique sur les pauvres) Washington, DC : World Bank Group. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/260011486755946625/ Shock-waves-managing-the-impacts-of-climate-change-on-poverty>.

**Hallegatte, S. et al. 2017.** “Unbreakable: Building the Resilience of the Poor in the Face of Natural Disasters”. (Incassable : renforcer la résilience des pauvres face aux catastrophes naturelles) In Climate Change and Development. Washington, DC : World Bank. Disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25335>.

**Helen Suzman Foundation. 2013.** “Accountability”. Quarterly Roundtable Series (26). Disponible sur : <https://hsf.org.za/publications/roundtable-series/qrs-accountability.pdf>.

**Hewitt, J. et al. 2018.** “Finance and the Improved Cookstove Sector in East Africa: Barriers and Opportunities for Value-Chain Actors”, Energy Policy, (La finance et le secteur des fourneaux améliorés en Afrique de l'Est : obstacles et opportunités pour les acteurs de la chaîne de valeur) 117: 127 - 135. Disponible sur : <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2018.02.044>.

**Independent Evaluation Group (IEG). (Groupe d'évaluation indépendante) 2008.** The Welfare Impacts of Rural Electrification : A Reassessment of the Costs and Benefits (L'impact de l'électrification rurale sur le bien-être : Une réévaluation des coûts et des avantages). Washington, DC : World Bank Group. Disponible sur : [http://siteresources.worldbank.org/EXTRURELECT/Resources/full\\_doc.pdf](http://siteresources.worldbank.org/EXTRURELECT/Resources/full_doc.pdf).

**Innovations for Poverty Action (IPA). 2017.** Climate Change and Financial Inclusion (Changement climatique et inclusion financière) Disponible sur : [https://www.poverty-action.org/sites/default/files/publications/Climate-Change-Financial-Inclusion\\_Final.pdf](https://www.poverty-action.org/sites/default/files/publications/Climate-Change-Financial-Inclusion_Final.pdf).

**Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) 2012.** Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation (Gestion de risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique) A Special Report of Working Groups I and II of the Intergovernmental Panel on Climate Change (Un rapport spécial des groupes de travail I et II du

Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat.) Field, C.B. et al. (eds.). Cambridge : Cambridge University Press. Disponible sur : <https://www.ipcc.ch/report/managing-the-risks-of-extreme-events-and-disasters-to-advance-climate-change-adaptation/>.

**Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) 2014a.** Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A : Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (Contribution du Groupe de travail II au cinquième Rapport d'évaluation du groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) Field, C.B. et al. (eds.). Cambridge : Cambridge University Press. Disponible sur : <http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg2/>.

**Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) 2014b.** AR5 Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change (Atténuation du changement climatique) Disponible sur : <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg3/>.

**Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) 2019.** Climate Change and Land. An IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse Gas Fluxes in Terrestrial Ecosystems. (Changement climatique et les terres : Rapport spécial sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux des gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres) Shukla, P.R. et al. (eds.). In press.

**Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC).** (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) Glossary of Acronyms and Specialised Terms (Glossaire d'Acronymes et Termes Spéciaux) Disponible sur : [https://ipcc-data.org/guidelines/pages/glossary/glossary\\_lm.html](https://ipcc-data.org/guidelines/pages/glossary/glossary_lm.html).

**International Accounting Standards Board (Conseil international des normes comptables) 2011.** Snapshot : Supplement to the Exposure Draft Financial Instruments : Amortised Cost and Impairment (Aperçu : Supplément à l'exposé-sondage sur instruments financiers : coût amorti et dépréciation) Disponible sur : <https://www.ifrs.org/issued-standards/list-of-standards/ifrs-9-financial-instruments/>.

**Investopedia.** "Write-Down" definition (réduction comptable de la valeur des actifs). Disponible sur : <https://www.investopedia.com/terms/w/writedown.asp>.

**Karim, A. and Noy, I. 2014.** Poverty and Natural Disasters : A Regression Meta-Analysis (Pauvreté et catastrophes naturelles : une méta-analyse de régression) Review of Economics and Institutions 7(2). Disponible sur : <https://www.rei.unipg.it/rei/article/view/222>.

**Karlan, D. et al. 2011.** Crop Price Indemnified Loans for Farmers : A Pilot Experiment in Rural Ghana (Prêts indemnisés selon les prix des récoltes pour les agriculteurs : une expérience pilote au Ghana rural). Journal of Risk and Insurance 78 (1) : 37-55. Disponible sur : <https://doi.org/10.1111/j.1539-6975.2010.01406.x>

**Khan, Arastoo et al. 2017.** Financing Green Growth in Bangladesh : Challenges & Opportunities (Financer la croissance verte au Bangladesh : défis et opportunités). Economic Dialogue on Green Growth (EDGG) and UK aid (Dialogue économique sur la croissance verte et aide britannique). Disponible sur : <https://www.greengrowthknowledge.org/resource/financing-green-growth-bangladesh-challenges-opportunities>.

**Lacey, F. et al. 2017.** «“Transient Climate and Ambient Health Impacts due to National Solid Fuel Cookstove Emissions”, PNAS 114 (6) : 1269-1274.», PNAS 114 (6) : 1269-1274 (Impacts transitoires sur le climat et la santé ambiante dus aux émissions nationales de fourneaux à combustible solide).

**Microinsurance Network. 2019.** "2019: The Year that Inclusive Insurance can really build resilience to climate change", Microinsurance Network Blog (l'année où l'assurance inclusive peut vraiment renforcer la résilience face au changement climatique», Blog du réseau de micro-assurance). Disponible sur : <https://microinsurancenetwork.org/community/blog/insights-and-perspectives/2019-year-inclusive-insurance-can-really-build-resilience>.

**Ministry of Finance of Eswatini. 2017.** National Financial Inclusion Strategy for Swaziland. Disponible sur : <https://www.afi-global.org/sites/default/files/publications/2018-01/Swaziland%20National%20Financial%20Inclusion%20Strategy%202017%20-2022.pdf>

**National Geographic Society.** El Niño encyclopaedic entry (texte de l'encyclopédie). Disponible sur : <https://www.nationalgeographic.org/encyclopedia/el-nino/>.



**National Research Council. 2013.** Climate and Social Stress : Implications for Security Analysis (Stress climatique et social : implications pour l'analyse de la sécurité). Washington, DC : The National Academies Press. Disponible sur : <https://doi.org/10.17226/14682>. Network for Greening the Financial Sector (Réseau pour l'écologisation du secteur financier). Disponible sur : <https://www.ngfs.net/en>.

**OCDE. 2016.** Financial Management of Flood Risk. Paris: OECD Publishing (Gestion financière du risque d'inondation). Disponible sur : [https://www.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/financial-management-of-flood-risk/managing-the-fiscal-cost-of-floods\\_9789264257689-8-en](https://www.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/financial-management-of-flood-risk/managing-the-fiscal-cost-of-floods_9789264257689-8-en).

**O'Neal, E. 2014.** Global Climate Change: The Political Impact of Global Warming on Developing Countries (Changement climatique mondial: l'impact politique du réchauffement climatique sur les pays en développement). The Case Studies of Egypt and Oman (Les études de cas de l'Égypte et d'Oman). UNLV Libraries. Disponible sur : <https://digitalscholarship.unlv.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=3286&context=thesesdissert>.

**Price, R. 2017.** Climate Change and Stability in North Africa (Changement climatique et stabilité en Afrique du Nord). Disponible sur : [https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5a7052bded915d266017b8aa/242\\_Climate\\_change\\_and\\_stability\\_in\\_Northern\\_Africa.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5a7052bded915d266017b8aa/242_Climate_change_and_stability_in_Northern_Africa.pdf).

**Schaer, C. et Kuruppu, N. 2018.** Private-Sector Action in Adaptation: Perspectives on the Role of Micro, Small and Medium Size Enterprises (Action du secteur privé dans l'adaptation: perspectives sur le rôle des MPME). Partenariat PNUE DTU. Disponible sur : <https://unepdtu.org/publications/private-sector-action-in-adaptation-perspectives-on-the-role-of-micro-small-and-medium-size-enterprises/>.

**Senate of the Philippines. Mars 2012.** The MSME Sector at a Glance (Le secteur des MPME en bref). AG-12-03. Disponible sur : <https://www.senate.gov.ph/publications/AG%202012-03%20-%20MSME.pdf>.

**Superintendencia de Banca, Seguros y AFP (Direction Générale de Banque, Assurances et Fonds de Pension, SBS) Pérou 2017.** Oficio Múltiple N° 10250-2017. Disponible sur : HYPERLINK "http://www.sbs.gob.pe" www.sbs.gob.pe

**Superintendencia de Banca, Seguros y AFP (Direction Générale de Banque, Assurances et Fonds de Pension, SBS) Pérou. 2019.** Oficio Múltiple N° 7480-2019. Disponible sur : <http://www.sbs.gob.pe> www.sbs.gob.pe

**Tetangco, A.M. Jr. Speech by the Governor of Bangko Sentral ng Philipina on August 14, 2007 (Discours du gouverneur du Bangko Sentral ng Philipina).** Disponible sur : <http://www.bsp.gov.ph/publications/speeches.asp?id=299&yr=2007>.

**Thai Bankers Association (Association des banquiers thaïlandais). 2019.** Sustainable Banking Guidelines for Responsible Lending (Lignes directrices bancaires durables pour les prêts responsables). Disponible sur : <https://www.tba.or.th/wp-content/uploads/2019/08/Guidelines-ResponsibleLending.pdf>.

**The Association of Banks in Cambodia. 2019.** Cambodian Sustainable Finance Principles Implementation Guidelines (Lignes directrices cambodgiennes de mise en œuvre des principes de la finance durable). Disponible sur : <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/8ce9ddc0-2422-4e69-aa8b-e4f3c8cc3eec/Cambodia+SF+Principles+Implementation+Guidelines.pdf?MOD=AJPERES&CVID=mGdMKuz>.

**The Geneva Association. 2018.** Climate Change and the Insurance Industry: Taking Action as Risk Managers and Investors - Perspectives from C-level executives in the insurance industry (Le changement climatique et le secteur assurances: passer à l'action en tant que gestionnaires de risques et investisseurs - La perspective des dirigeants dans le secteur assurances). Disponible sur : [https://www.genevaassociation.org/sites/default/files/research-topics-document-type/pdf\\_public/climate\\_change\\_and\\_the\\_insurance\\_industry\\_-\\_taking\\_action\\_as\\_risk\\_managers\\_and\\_investors.pdf](https://www.genevaassociation.org/sites/default/files/research-topics-document-type/pdf_public/climate_change_and_the_insurance_industry_-_taking_action_as_risk_managers_and_investors.pdf).

**L'enquête du PNUE. 2016a.** "Definitions and Concepts: Background Note" (Note d'information) Inquiry Working Paper 16/13. Disponible sur : [http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/09/1\\_Definitions\\_and\\_Concepts.pdf](http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/09/1_Definitions_and_Concepts.pdf)

**L'enquête du PNUE. 2016b.** "Green Finance for Developing Countries Needs, Concerns and Innovations." (Finance verte pour les pays en développement : Besoins, préoccupations et innovations) Disponible sur : [http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/08/Green\\_Finance\\_for\\_Developing\\_Countries.pdf](http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2016/08/Green_Finance_for_Developing_Countries.pdf)

**UNCDF. January 10, 2012.** Government to Persons (G2P) Payments can Promote Financial Inclusion and Poverty Reduction (les paiements du gouvernement aux particuliers (G2P) peuvent promouvoir l'inclusion financière et la réduction de la pauvreté). Disponible sur : <https://www.uncdf.org/article/1012/government-to-persons-g2p-payments-can-promote-financial-inclusion-and-poverty-reduction-migration>.

**UNECA. 2019.** Malawi, Mozambique and Zimbabwe need US\$4 bn to recover from devastating cyclones (M, M et Z ont besoin de 4 milliards de dollars pour se remettre des cyclones dévastateurs). Disponible sur : <https://www.uneca.org/stories/malawi-mozambique-and-zimbabwe-need-4-bn-recover-devastating-cyclones>.

**PNUE 2018.** Emissions Gap Report (Rapport sur les écarts d'émissions). Disponible sur : <https://www.unenvironment.org/resources/emissions-gap-report-2018>.

**Nations Unies 2016.** World Economic and Social Survey 2016: Climate Change Resilience - An Opportunity for Reducing Inequalities (Enquête économique et sociale mondiale 2016 : résilience face au changement climatique - Une opportunité pour réduire les inégalités). Disponible sur : <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-and-social-survey-2016-climate-change-resilience-an-opportunity-for-reducing-inequalities/>.

**University of Cambridge Institute for Sustainability Leadership (CISL), 2016 2016.** Closing the Protection Gap: ClimateWise Principles Independent Review 2016 (Comblent l'écart de protection : examen indépendant des principes ClimateWise 2016), 10. Cambridge: Cambridge Institute for Sustainability Leadership. Disponible sur : <https://www.cisl.cam.ac.uk/resources/publication-pdfs/Closing-the-protection-gap-ClimateWise-Principles-Independent-Review-2016.pdf>.

**Warren, C. 2018.** Water From the Sun: Solar-Powered Water Pumps Offer African Farmers a Way Out of Poverty (l'eau du soleil : les pompes à eau à énergie solaire offrent aux agriculteurs africains des moyens de sortir de la pauvreté). Disponible sur : <https://www.greentechmedia.com/articles/read/water-from-the-sun-gs.3labtx>.

**World Bank Group. 2014.** Understanding the Differences between Cookstoves (Comprendre les différences entre les cuisinières). Disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/18411>.

**World Bank. 2014.** Global Findex, Japan Country Book. Disponible sur : <https://globalfindex.worldbank.org/sites/globalfindex/files/countrybook/Japan.pdf>.

**World Bank Group. 2016.** Climate Change Action Plan 2016-2020 (Plan d'action sur le changement du climat 2016). Washington, DC: World Bank Group. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/755721468011421594/World-Bank-Group-Climate-Change-Action-Plan-2016-2020>.

**World Bank Group. 2018.** Off-Grid Solar Market Trends Report 2018 (Rapport 2018 sur les tendances du marché solaire hors réseau). Disponible sur : [https://www.lightingglobal.org/wp-content/uploads/2018/02/2018\\_Off\\_Grid\\_Solar\\_Market\\_Trends\\_Report\\_Summary.pdf](https://www.lightingglobal.org/wp-content/uploads/2018/02/2018_Off_Grid_Solar_Market_Trends_Report_Summary.pdf).

**World Bank. 2019.** Disaster Risk Management: Overview (Gestion de risques de catastrophe : aperçu). Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/topic/disasterriskmanagement/overview>.

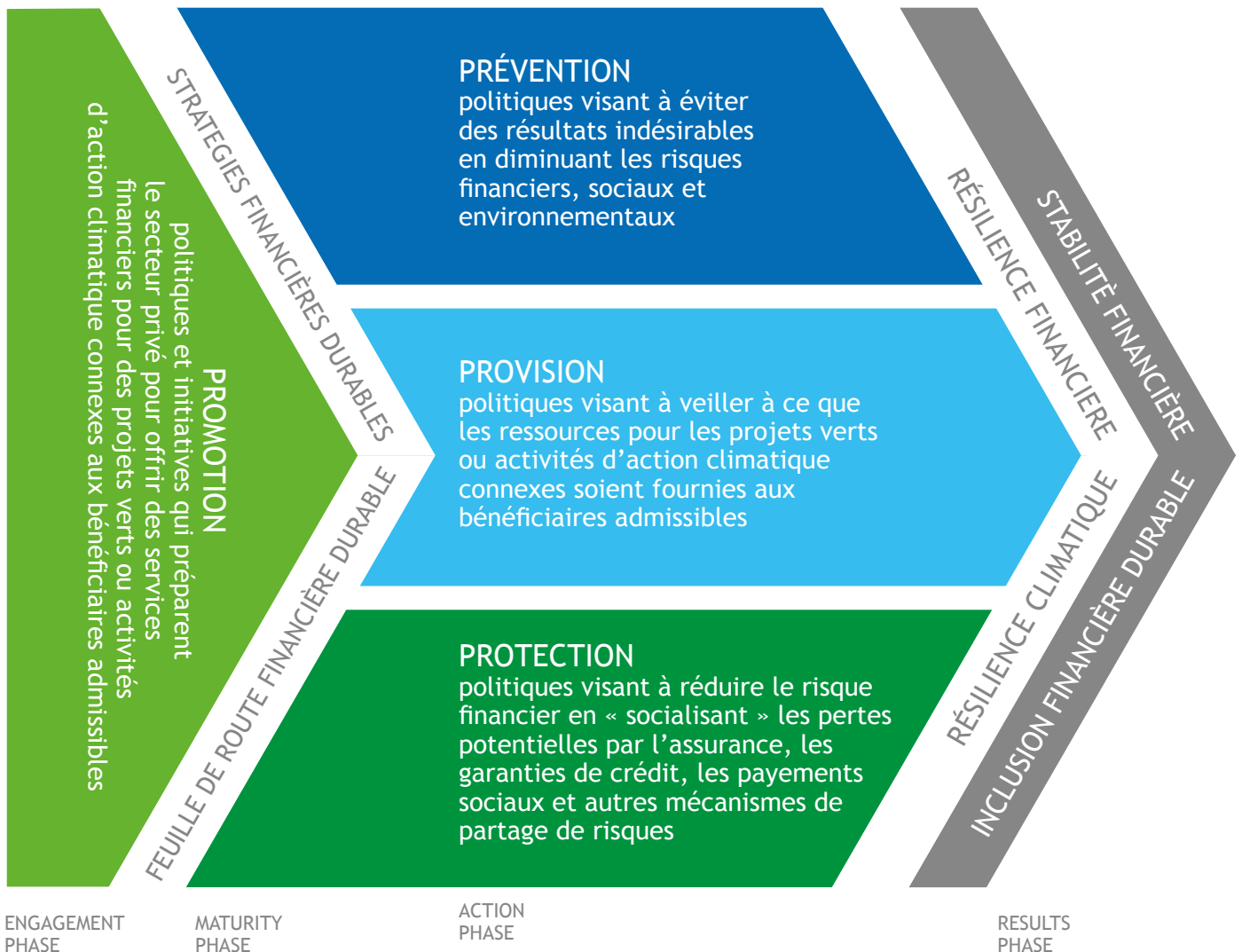
**World Health Organization. 2014a.** Quantitative Risk Assessment of the Effects of Climate Change on Selected Causes of Death, 2030s and 2050s. (Évaluation quantitative des risques des effets du changement climatique sur certaines causes de décès) Disponible sur : <https://www.who.int/globalchange/publications/quantitative-risk-assessment/en/>.

**World Health Organization. 2018.** Fact Sheets on Climate Change and Health (Fiches d'information sur le changement climatique et la santé). Disponible sur : <http://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health>.

**World Meteorological Organization. 2018.** WMO Statement on the State of the Global Climate in (Déclaration de l'OMM sur l'état du climat mondial)2017. Disponible sur : [https://library.wmo.int/doc\\_num.php?explnum\\_id=4453](https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=4453).

**Yee, A. October 4, 2016.** In Rural Bangladesh, Solar Power Dents Poverty (Dans le Bangladesh rural, l'énergie solaire s'attaque à la pauvreté). The New York Times. Disponible sur : <https://www.nytimes.com/2016/10/04/opinion/in-rural-bangladesh-solar-power-dents-poverty.html>.

# CONCEPTUAL FRAMEWORK (4Ps)



eISBN 978-967-16415-9-0

**Alliance for Financial Inclusion**

AFI, Sasana Kijang, 2, Jalan Dato' Onn, 50480 Kuala Lumpur, Malaysia  
t +60 3 2776 9000 e info@afi-global.org [www.afi-global.org](http://www.afi-global.org)

 Alliance for Financial Inclusion  AFI.History  @NewsAFI  @afinetwork



9 789671 641590